

# tribune socialiste

Quelle  
politique étrangère  
pour la gauche?

n° 777 - 4 F  
DU 9 AU 15 MARS 1978

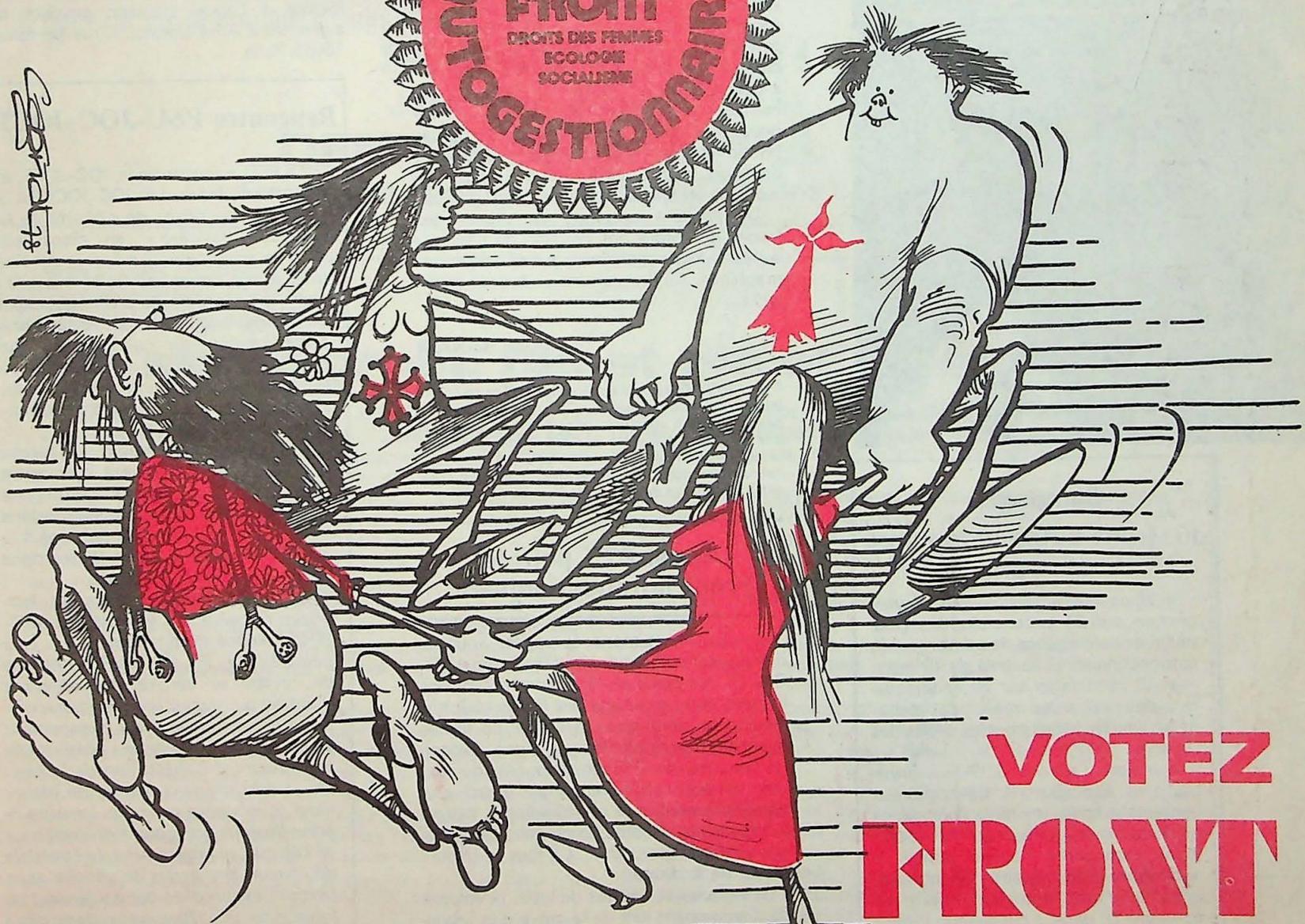
nouvelle édition

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE  
UNIFIÉ

**PSU**



Grimaldi



**VOTEZ**

**FRONT**

**AUTOGESTIONNAIRE**

## L'internationale des femmes

Samedi 5 mars, le mouvement des femmes de la région parisienne (groupes femmes de quartier et d'entreprises, certaines commissions syndicales féminines, femmes libertaires, etc.) fêta en une joyeuse manif la journée internationale des femmes\*.

Contrairement à l'an dernier où la manif avait traversé des quartiers déserts, le

parcours fut cette fois plus traditionnel : République — Bastille — Nation. Il y avait beaucoup de monde sur les trottoirs et, une très nette baisse de l'hostilité de la part des spectateurs. Des hommes ont même défilés avec les femmes sans problèmes. Les banderoles toujours plus belles (roses, vertes, violettes...), la gaité et le nombre des manifestantes ont dû contribuer à l'intérêt des spectateurs plutôt qu'à l'irritation...

En plus des slogans à présent classiques contre le viol et autres violences : « *Quand une femme dit non, c'est non, ras le viol !* », des slogans plus d'actualité « *Pas de socialisme sans libération des femmes !* », « *Contre le racisme et le sexisme, solidarité de la classe ouvrière !* ».

Ce dernier slogan est d'ailleurs révélateur d'une certaine « animation » de la manifestation par les militantes de la LCR. Animation qui risque de faire oublier que le mouvement au sens large, ne s'inscrit pas forcément, dans sa totalité, dans une dynamique clairement anticapitaliste. Témoin la présence de *Choisir* et les réactions hostiles de nombreuses femmes. Pour beaucoup, le fait de posséder un mégaphone, ne devrait pas autoriser certaines à devancer le mouvement de trois pas. Oui aux convergences, non aux avant-gardes !

Un incident comique en prime : les forces de l'ordre ont cru bon de protéger de leurs corps enchaînés un cinéma pornographique. Au programme : « *Les rabatteuses* »...

### Une NANA ■

\* En 1910, à Copenhague, au congrès de la deuxième internationale communiste, Clara Zetkin, une dirigeante du Parti socialiste allemand, fait approuver une résolution présentée par des militantes américaines, proclamant le 8 mars « Journée internationale des femmes » en souvenir de la violente grève des travailleuses du textile de New York (1857).

## Appel PTT pour le Front autogestionnaire

Les PTT sont menacés par les appétits des firmes multinationales (Thomson, LMT, CGCT). Des parts entières sont privatisées (service auto, montage des lignes téléphoniques) ou sont sous la coupe de firmes ayant un monopole (Havas, Satas, Secap). La coupure des PTT en deux est toujours une menace. Le gouvernement organise le démantèlement et la privatisation à travers le manque d'effectifs, la création de services spéciaux (postadex...). Il faut se débarrasser de la droite.

Les nouvelles formes de lutte, la volonté de changement lors de la grève d'octobre-novembre 1974, les aspirations autogestionnaires qui en découlent ne sont pas véritablement pris en compte par les forces de gauche. L'unité des PTT ne sera garantie que par la lutte. La privatisation sera stoppée à travers des mesures anti-capitalistes (nationalisation sous contrôle ouvrier des entreprises liées aux PTT). Les comités

de services permettront de contrôler les conditions de travail.

Les postiers signataires appellent à rejoindre le Front autogestionnaire qui s'est créé pour les élections de mars 1978.

### 1<sup>re</sup> liste de signataires

Alonzo Alain, Arno Gérard, Aucourt Jean, Bodin Claude, Boihiaux Serge, Brunselle Alain, Carrie Yves, Chilon Patrice, Bournazel Roger, Demailly J.-Pierre, Brault Gérard, Béaud J.-Pierre, Gazagne Louis, Gargallo Yves, Hervé Hubert, Honoré Gérard, Hérigaut Patrick, Juillet Albert, Kinkor Françoise, Laïk Jacques, Lebas Christian, Mathieu Bernard, Pageaud Alphonse, Perrin Christian, Prebet Pascale, Pasquet Jean-Luc, Petit Alain, Prince Gérard, Patrigeon Daniel, Tendon Camille, Zaragoza Dominique.

Les travailleurs des PTT qui veulent se joindre à l'appel peuvent envoyer leur signature à Arno Gérard, 9, rue Borromée, 75015 Paris. ■

## Rencontre PSU-JOC-JOCF

Le PSU a rencontré la JOC-JOCF, le vendredi 3 mars. La JOC-JOCF lui a présenté son projet de « *charte de la jeunesse ouvrière* », en discussion dans le mouvement, qui sera proclamée à la Courneuve, le 14 mai prochain, à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'organisation. Nous reviendrons prochainement sur ce document qui représente un effort considérable de réflexion sur la situation de la jeunesse, ses aspirations, et sur les transformations sociales nécessaires.

Des contacts fructueux au niveau des fédérations doivent permettre d'envisager des actions communes pour faire avancer les revendications de la jeunesse. Le PSU a proposé à la JOC-JOCF une « *Tribune libre* » dans TS pour présenter sa charte.

Dans le numéro de mars de *Jeunesse ouvrière*, en éditorial, la JOC-JOCF déclare notamment : « [ ... ] La gauche (PCF, PS, PSU, MRG) propose de mettre en œuvre des objectifs d'action au niveau économique, politique et social, pour un changement de société en réponse aux besoins des travailleurs. [ ... ] L'Union de la gauche a créé un dynamisme, un espoir dans la jeunesse ouvrière. La rupture actuelle nous provoque à prendre plus en compte, le programme, la stratégie de chacun des partis de gauche sans perdre l'espoir d'un gouvernement de la gauche unie. Pour nous, dans cette étape, le renforcement des luttes actuelles est une condition essentielle pour que la volonté des travailleurs soit prise en compte, et pour un pas en avant vers une société de type socialiste [ ... ] ». ■

## Tous les records PORNOGRAPHIQUES pulvérisés ! LA RABATTEUSE



Photo Manuel Joachim/Neuda

## Campagne du front autogestionnaire à Paris

● 26 candidatures *Ecologie et auto-gestion* sur 31 circonscriptions pour favoriser l'émergence de convergences autogestionnaires au-delà du 19 mars.

● 16 candidates sur 26 candidatures, des militantes réellement engagées dans les luttes pour les droits des femmes.

● malgré l'accord *SOS-Environnement et Ecologie 78*, de nombreux contacts avec les militants écologistes qui reconnaissent ceux qui ont réellement participé à l'action contre le nucléaire civil et militaire. Des accords entre le *Front autogestionnaire* et *Ecologie 78* dans 7 circonscriptions.

● dans le 12<sup>e</sup>, le Front soutenait la campagne IDS d'un appelé interdit de parole par le pouvoir : le Front développe sa campagne pour les droits des soldats, contre la force de frappe, pour une défense populaire. ■

# FRONT AUTOGESTIONNAIRE SOUSCRIPTION

Dassault ne cotise pas dans la maison, le club Méditerranée non plus. Nous ne sommes pas encouragés par la Bénédictine et Ricard ne nous donne rien. Nous n'avons pas eu le prix Fémina, ni le Nobel... D'ailleurs, c'est bien simple : nous n'avons pas de prix. Nous ne recevons ni dollars, ni roubles, ni DM.

Nous ne sommes pas doués pour la quête, la mendicité, les souscriptions (on essaye, on essaye, mais c'est dur). Notre hebdo, *TS*, on le fait vivre (mal d'ailleurs) sans vous taper tous les jours. On n'a pas fait mettre de brevet sur l'autogestion. On n'a pas encore fini de payer nos amendes de mai 68. Et on vient tout juste de payer nos procès de la guerre d'Algérie. Notre Faux-monnayeur attiré a respiré des produits polluants. Nous n'avons jamais enlevé de milliardaires.

Alors si vous voulez que l'autogestion on en cause pendant les législatives, et de l'écologie, et des droits des femmes, et du refus du nucléaire, faut nous aider.

Le Front autogestionnaire, présent dans 260 circonscriptions aux législatives, a un besoin urgent de votre soutien politique et financier.

**SOUSCRIVEZ !!!**

Jean Ruel, 6974 36 N Paris

**DEMANDEZ L'APPEL !!!**

Front autogestionnaire, BP 89 75722 Paris Cedex 15

## HUMEUR

### Am stram gram, pic et pic et colegram...

Les sondages sont interdits depuis samedi dernier, mais la loi n'a pas songé à bannir les pronostics et autres variétés des arts divinatoires. Profitons-en, en veillant à adapter chaque méthode à un sujet, de façon à maintenir au plus haut le niveau scientifique de cette entreprise. Etant entendu aussi qu'il me semble parfaitement légal de faire état des derniers pronostics des Renseignements Généraux, à partir du moment où il s'agit d'intention de non-vote : 44 % des Français, en ce début de semaine, semblent décidés à ne pas voter pour la gauche, 3 % d'écologistes ne veulent voter ni pour la gauche ni pour la droite et 50 % des gens sont fermement résolus à ne pas se prononcer pour la droite. Restent 3 % qui ne veulent ni des écolos, ni de la droite, ni de la gauche, ce qui semble les classer dans les extrémistes.

Après ce non-vote, affinons et personnalisons un peu.

Dans le marc de café du commerce, j'aperçois Raymond Barre qui, au lendemain du second tour après avoir entendu les derniers résultats qui règlent le compte de la droite, explique que « *M. Mitterrand aurait tort de croire que l'on a forcément gagné quand on est le premier et qu'à chaque jour suffit sa peine* ».

Dans la boule de cristal j'aperçois Giscard qui répète inlassablement à Anne-Aymone : « *Un bon tiens vaut mieux que deux tu l'auras et je n'aperçois aucun destin tragique dans ma ligne de vie* ».

Dans les entrailles d'un poulet encore fumantes, je discerne un Marcellin qui s'imagine qu'il va aller lire son dernier bouquin dans toutes les écoles de France.

Dans les entrailles d'un autre poulet, j'aperçois distinctement un socialiste qui assure qu'il s'est trompé d'époque et qu'un coup de matraque magique suffira à dissiper le malentendu.

Dans une énorme tache d'encre que j'interprète en toute

subjectivité, je découvre un calme olympien qui ne présage rien de mauvais : la tempête n'est pas loin mais les profs ne le savent pas car ce n'est pas écrit dans leurs livres communs.

Dans les cartes, je ne trouve qu'une fantastique partie de poker engagée entre les communistes et les socialistes : Chirac dit « *parole* » et passe son tour en attendant que l'on redistribue les cartes... Au tour suivant il lève les yeux et dit « *servi* ».

Marchais effeuille une marguerite d'un geste nonchalant. Comme tout le monde il hésite entre un peu : beaucoup, passionnément ou pas du tout. Une seule certitude : pas de folie dans la marguerite, pas plus que dans la rose.

Dans la boule de cristal, des milliers d'électeurs jouent à pile ou face. Face la gauche, pile la droite : des militants de Lutte Ouvrière ; pile la gauche, face la droite : des écologistes.

Et dans le miroir que je sonde surgit une longue ronde enfantine : des milliers de mains en surgissent, comptant au hasard ceux qui « *vont s'y coller* » et jouer à cache-cache avec les autres. Images de ceux qui voteront avec l'humeur de la gardienne de l'immeuble, le goût du café, le résultat du tiercé, la tête du patron ou la couleur du temps. Briser le miroir ne sert à rien : ils feront peut-être la décision.

Mais il reste plus, pour forcer l'image de l'avenir sans violer la loi les lignes d'une main connue. J'y lis, perchées le long d'une étonnante ligne de chance, les premières notes du Chant du Départ.

C.M. VADROT ■

**CHERE ARCADIE**

Nous reproduisons la réponse à la lettre d'Arcadie (61, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris) — Groupement homosexuel —, adressée par les deux candidats du Front autogestionnaire de la cinquième circonscription de Paris.

Chers amis,

L'homosexualité s'inscrivant dans le cadre des rapports sociaux quotidiens, les problèmes que peut poser sa pratique interpellent directement le Front autogestionnaire.

Nous pensons que la lutte pour la libération de l'homosexualité est liée à un vaste combat dont l'objectif est l'épanouissement de l'individu, et nous contes-

que la lutte des homosexuels rejoint celle des femmes réclamant la libre disposition d'elles-mêmes, refusant le culte de la « virilité » et les rôles sexuels ; comme elle rejoint le combat de tous ceux dont la race ou la religion ne permet pas de vivre pleinement dans une société répressive comme la nôtre actuellement ; et comme elle rejoint enfin la lutte de ceux que l'idéologie dominante estime « hors de la norme ».

Il est évident, alors, que nous soutenons vos propositions concernant les articles 330 et 331 du code pénal. Nous demandons à toutes les composantes du Front autogestionnaire de lutter :

- pour l'abrogation du délit d'homosexualité (articles 330 et 331) ;
- pour une protection légale contre toute forme de discrimination (sexuelle, raciale, religieuse...).

Nous leur demandons aussi de donner

différence que nous devons préconiser et favoriser.

Sachez que nous sommes solidaires de toute victime d'une répression anti-homosexuelle.

M.-A. RADIGUET ■  
C. AVELINE ■

Candidats du Front autogestionnaire, Paris (5<sup>e</sup> circonscription).

**Pour tout dire**

A Champigny, Menant, candidat de SOS-Environnement, se présente comme « homme de gauche » et TS s'est excusé de l'avoir présenté comme étant de droite (TS n° 774 et 775). Il faut rétablir la vérité.

Aux cantonales de mars 76, Menant était bel et bien candidat de droite sous l'étiquette radicale valoisienne dans le canton de Bry. Certains disent que les radicaux, rouges à la tête, blancs aux pieds, creux du milieu, et toujours prêts de l'assiette au beurre, peuvent également se teindre en vert ! Sont-ils pour autant écologistes ? On peut en douter.

Ainsi le comité antinucléaire de Champigny, organisateur de la marche de Nogent-sur-Seine et des journées antinucléaires, n'a jamais reçu la visite de ce monsieur Menant.

Notons par ailleurs que la plupart de ses militants ainsi que des Amis de la Terre de Nogent, de Bry, du Perreux soutiennent avec le PSU, l'OCT, des militantes féministes, la candidature du « Regroupement pour le socialisme autogestionnaire, le pouvoir aux travailleurs ».

Pour le PSU, ce regroupement, par la dynamique qu'il a su créer, est bien dans l'esprit du Front autogestionnaire. Il a su regrouper ceux qui, dans la 6<sup>e</sup> circonscription, luttent pour vivre, travailler et produire autrement. Nous y attendons le candidat « écologiste » et la candidate « Choisir » (dont le groupe femmes n'a jamais reçu la visite), même après le 12 mars où ils nous trouveront sur le terrain.

G. DESSEIGNE, Champigny ■



Photo Manuel Joachim/Nuda

tons le caractère artificiel et restrictif des rôles : rôle masculin et rôle féminin. Ces distinctions catégorielles contribuent à l'oppression et à la culpabilisation. Il n'est maintenant plus permis de refuser la thèse d'ambivalence chez chacun de nous et l'homosexualité est une composante du désir de l'homme et de la femme.

Notre projet politique d'une société autogestionnaire se propose d'imaginer — et de vivre —, des rapports sociaux différents. C'est ainsi que nous pensons

aux associations la possibilité de se porter partie civile dans les affaires concernant des violences faites à l'encontre d'homosexuels.

Ces mesures concrètes peuvent être prises sans aucun délai.

Mais le changement de la législation n'est pas le changement des mœurs. Et la reconnaissance de l'homosexualité demeure un problème de culture, d'éducation ! C'est toute une évolution de la société allant dans le sens du droit à la

**bulletin d'abonnement**

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M.  Mme  Mlle

NOM. .... Prénom. ....

Adresse. ....

Profession. ....

Code postal. .... Ville. ....

S'abonne pour 1 an  6 mois  (1)  
Ci-joint un versement par chèque bancaire  postal  (1)  
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.  
Tarifs : 1 an : 130 F ; 6 mois : 70 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent  
Rédacteur en chef : José Sanchez  
Rédacteur en chef adjoint : Claude Desliat René Lanarche.  
Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan.  
• Et pourtant elle tourne : A. Chataignier, J. Jullien, Ph. Marielle, B. Ravenel.  
• Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gasteller, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot.  
Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Mathé  
Maquette et collaboration technique : Max Pagis  
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailieux  
Directeur de la publication : Geneviève Petiot  
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »  
9, rue Borromée 75015 Paris.  
Rédaction : 566.45.64 et 566.45.37 poste 096  
Administration et publicité : 566.45.37  
Numéro de la commission paritaire : 50 392  
Distribué par les N.M.P.P.  
Composition, photogravure, impression :  
Société nouvelle de l'imprimerie spéciale du chèque  
38, rue de la Fédération, Montreuil - 858.88.33  
Changement d'adresse  
Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes.

● Où va la France ?

- « Si j'avais su... »  
par M. Mousel ..... p 5  
L'action et le débat
- par F. Turquan ..... p 6
- « Kerensky... » ..... p 7



Spécial élections :

- Pierre Jalée : « Unifier les convergences... »  
propos recueillis par S. Lyllan  
et J.-F. Thoraval ..... p 8
- L'écologie n'est déjà plus ce qu'elle était  
par C.-M. Vadrot ..... p 9
- Morlaix : non au désert breton  
par M. Marzin ..... p 10
- Périgord : une campagne « différente »  
par M. Lecointe ..... p 11

● Social

- Congrès de la FNSEA : le « bon choix » de  
M. Debatisse  
par D. Rivière ..... p 12
- Renault-Flins : éducateurs au pilori  
par D. Juge ..... p 13
- Le grand bluff de l'emploi ..... p 14



● Dossier

- Quelle politique étrangère pour la gauche ?  
par B. Ravenel ..... p 15-16
- Quelle politique à l'égard du tiers monde ?  
par P. Jalée ..... p 17

● Et pourtant elle tourne

- Ethiopie : la guerre des clans  
De notre envoyé spécial  
R. Lefort ..... p 18



- L'envers du miracle brésilien  
par C. Joxe ..... p 19

● Les armes de la critique

- Les dames d'Eugène  
par J. Simonet ..... p 20
- Des patrons qui ne manquent pas de sel  
par R. Lanarcho ..... p 21
- Cinéma : le grand ras-le-bol  
par F. Gastellier ..... p 22
- Théâtre : le petit peuple d'Irlande  
par D. Nores ..... p 22
- Télévision : Indigestion ?  
par Ph. Mariélie ..... p 23
- Libé-Bazooka : « Mon papi s'appelle art  
moderne, mais je ferai mieux que lui » p 24

# EDITORIAL

## « Si j'avais su... »

Par Michel MOUSEL



J'étais hier à Grenoble. Plus d'un millier de personnes au meeting de soutien aux candidats « *Ecologie et Autogestion* ». La campagne commune du Front autogestionnaire et de Grenoble-Ecologie bat son plein. Pendant ce temps, après les inquiétudes exprimées par Dubedout dans le *Nouvel Observateur*, le PS concentre ses attaques sur nos candidats. Un numéro de son journal tiré à des dizaines de milliers d'exemplaires est consacré à expliquer que voter pour le PS, c'est voter pour l'Ecologie et l'Autogestion, tandis que voter pour « *Ecologie et Autogestion* », c'est voter contre le PS, avantager le PC et donc faire perdre la circonscription à la gauche. Sur les murs, les affiches du PCF disent que « voter communiste au premier tour, c'est garantir le vrai changement ».

Passons sur le fait que le PS nous considère comme exclusivement en concurrence avec lui ; que selon lui c'est nous qui lui prenons des voix quand nous nous présentons et non pas lui qui nous les prend quand nous ne nous présentons pas ; que dans de multiples circonscriptions il développe le même thème bien que, place du Palais-Bourbon, on feigne d'ignorer le PSU et le Front autogestionnaire : on s'expliquera plus tard là-dessus. Retenons seulement ce qui correspond à l'urgence du moment.

Chacun de ceux — et ils n'ont cessé d'être toujours plus nombreux —, qui se sont sentis en accord avec la démarche du Front autogestionnaire sont sollicités par le PS et le PCF. Votez pour nous, disent les premiers, et vous ferez justice des attitudes sectaires, vous donnerez un avertissement aux tentations isolationnistes du PCF. Votez pour nous, disent les seconds, nous sommes les seuls remparts contre le péril du centre-gauche.

Les deux raisonnements sont faux. Ce n'est pas en épaulant le PS au détriment du PCF qu'on assurera les chances d'un comportement unitaire de celui-ci : le risque est alors beaucoup plus de le voir se replier. Ce n'est pas en cautionnant le chantage au désistement mené par le PCF qu'on évitera le compromis à droite : car, si par malheur ce chantage — même abandonné in extremis — conduisait, par l'effet de mauvais reports, à une majorité de suffrages au premier tour et à une minorité de sièges au second — ou à laisser l'arbitrage entre les mains de radicaux dont on vient de voir combien ils étaient de gauche — c'est alors que prendrait corps l'opération type « Mendès-France » qui vient d'être lancée. Quelle aubaine ce serait pour Giscard (et Barre, à qui on vient déjà de faire l'entourloupette du SMIC à 2 400 F, sait à quoi s'en tenir) !

Il n'y a donc pas à choisir son danger préféré, mais à lutter contre les deux simultanément. Il est indispensable que ceux qui les récuse l'un et l'autre le disent au premier tour et reportent au second leur voix pour le candidat qui aura été le mieux placé.

Il ne faudrait pas s'en souvenir amèrement le 13 ou le 20 mars. Imaginons. Imaginons qu'une fraction non négligeable de l'électorat du Front autogestionnaire choisisse, finalement, de jouer à ce pari jumelé PC-PS. Dans la nuit du 12 au 13, le blocage est à son comble. Chacun des deux ignore les propositions de l'autre. Le Front autogestionnaire lance un appel clair et sans ambiguïtés au désistement. Mais, en raison de ses résultats, il n'y a aucune raison qu'il puisse parler plus que pendant la semaine précédente. Puis il propose une base de discussion inspirée de la plateforme de la CFDT. Mais ça tombe dans les oubliettes. Ensuite, il lance un appel aux écologistes qui ne l'ont pas rejoint, pour qu'ils votent à gauche. Mais il n'a pas à leur égard tout le crédit qu'il aurait dû avoir. Et le 19 mars, il manque quelques sièges... Enfin, devant la confusion politique, les responsabilités encourues par les deux principaux partis, il estime nécessaire de travailler à la mobilisation populaire et de renforcer la convergence qu'il a déjà ébauchée. Mais beaucoup sont sceptiques à son égard...

Certes, le scénario « pessimiste » n'est pas prisé les veilles d'élections. Mais, en politique, il vaut mieux faire des démonstrations par l'absurde pour éviter que l'absurde se produise. Certes aussi, le Front autogestionnaire a toujours visé bien au-delà des élections, la réussite du rassemblement qu'il a commencé ne se mesure pas en pourcentages électoraux, et l'autogestion ne naîtra pas des urnes. Mais la défaite de la droite, ça aiderait bien, et le Front autogestionnaire, selon ses résultats, peut y aider de manière décisive.

Alors, vous tous qui avez manifesté votre intérêt à l'égard du Front autogestionnaire, et que les deux « grands » cherchent à séduire, ne vous préparez pas à dire le 13, ou le 20 mars, ou plus tard : « Si j'avais su... ». N'arbitrez pas entre les mauvaises solutions. Choisissez la bonne. Celle dont vous aurez besoin en toute hypothèse demain pour poursuivre la lutte. ■

## Gauche : l'action et le débat

Le « coup de sang » de Robert Fabre ne tient pas du caprice. En rejetant fermement les propositions de la CFDT, le président du MRG a voulu clairement fixer les limites qui, selon lui, devrait s'imposer un gouvernement de gauche. Mais dès le 20 mars, l'actuelle opposition n'échappera pas au véritable débat.

Devenue majoritaire dans l'électorat français, la gauche reste divisée. Malgré les pressions de la base, où les tendances unitaires l'emportent, les partis jadis signataires du Programme commun se sont refusés, les uns comme les autres, à faire le pas en avant décisif qui aurait permis la reprise de la coopération unitaire.

Le coup d'état de ces derniers jours est venu du MRG, visiblement divisé en deux courants. L'un pour qui la survie du vieux courant radical dépend de son insertion à gauche, sans que cela préjuge des manœuvres tactiques ultérieures ; l'autre mené notamment par Manuel Diaz et la dynastie Baylet, qui cherche à pactiser avec l'adversaire avant même la fin de la bataille. C'est visiblement pour donner des gages à la droite du MRG que Robert Fabre vient d'afficher une grande fermeté idéologique, qui ne lui sied guère, en rejetant avec fracas

les propositions de la CFDT. Il a ainsi clairement défini les limites qu'il entend fixer à la politique gouvernementale de gauche à laquelle pourraient être associés les radicaux de gauche. Ce qui n'est pas sans importance, étant donné le rôle que pourra jouer après le 19 mars le MRG, parti-charnière de la prochaine Assemblée. Les menaces de Robert Fabre doivent faire comprendre que, plus large sera la majorité parlementaire de gauche, plus limitée sera la liberté de manœuvre laissée à ses éléments modérés les plus attirés par la collaboration avec la droite libérale... Ce qui nous ramène à la question du désistement, à l'adoption de son principe d'abord, à l'efficacité de son application ensuite.

### Le débat de fond

Quelle démarche adopter pour créer les

F. Mitterrand, R. Fabre, G. Marchais :  
« Dès le 20 mars il faudra s'expliquer... »



conditions de la victoire, et de la victoire la plus large possible ?

Le PCF persiste à subordonner le désistement à la conclusion d'un accord programmatique et gouvernemental. Cette politique du « tout ou rien » est dangereuse. Elle repose sur une conception erronée de l'unité d'action commune du débat politique.

Par rapport à la gravité et à l'importance des débats qui ont eu lieu depuis des mois au sein du mouvement ouvrier, quel sens aurait la signature d'un Programme commun réactualisé à la va-vite en deux ou trois jours ? Il ne s'agirait que d'un accord purement politique entre états-majors, excluant les forces politiques et syndicales qui ont participé au débat sans avoir été partie prenante du pacte de 1972, imposé aux travailleurs sans discussion à la base, adopté sans consultation des militants de partis signataires.

Le débat de fond, dont nous avons toujours souligné l'importance et la nécessité, devra être lancé, publiquement et sérieusement, dès le 20 mars. Il devra être mené devant les travailleurs, parmi eux, entre toutes les forces de la gauche, qu'elles soient politiques ou syndicales, sur les thèmes fondamentaux évoqués notamment par la CFDT dans ses récentes propositions unitaires. C'est ce débat public et approfondi, mené à tous les niveaux et non sur un simple pacte de sommet conclu à des fins étroitement électorales, qu'il faudra imposer au PS, en mettant en échec ses tendances dominatrices et la volonté d'imposer sa propre politique qu'il manifeste.

C'est à partir de ce débat que devront être évoqués les problèmes de gouvernement, en termes d'expression exécutive de la volonté

populaire et non de rapport des forces parlementaires.

### Pour un pacte d'unité

Mener ce débat, le faire aboutir sur le plan du programme et du gouvernement, telle est la tâche à mener aux lendemains des élections. Entre les deux tours, l'objectif ne peut être que plus modeste.

Tous les partis de gauche doivent adopter et appliquer, sans conditions, ni restrictions, le principe du désistement. Il s'agit là d'un choix de classe, qui doit l'emporter sur les divergences d'orientation et de programme. Ce n'est pas une affaire de circonstances, mais l'affirmation d'une nécessité vitale qui s'impose au mouvement ouvrier dans sa lutte contre la bourgeoisie.

Le respect de ce principe élémentaire doit s'assortir de la recherche d'un accord politique exprimant la détermination unitaire de toutes les forces politiques de gauche, face à l'enjeu décisif du deuxième tour.

La conclusion d'un pacte d'unité entre les deux tours, nécessairement limité aux orientations essentielles d'une future politique commune, peut définitivement ouvrir le chemin de la victoire. Sans préjuger du débat public ultérieur sur l'ensemble des questions de programme, un tel pacte l'annoncerait, le préparerait et créerait de bonnes conditions pour son déroulement. Il marquerait ainsi la première étape de la reconstruction de l'unité, d'une véritable unité répondant aux aspirations des travailleurs.

François TURQUAN ■

## «Kerensky...»

L'irruption de Pierre Mendès France dans le jeu politique a suscité une très violente réaction du PCF... et de la CGT. Et quelques falsifications...

Au PSU, nous savons ce qu'il en est des ambiguïtés mendésistes derrière le «*moraliste politique*», des hésitations derrière l'«*homme énergique*», pour reprendre les images les plus souvent associées à l'ancien président du Conseil. Nous les avons payées de nos propres ambiguïtés et hésitations à l'époque de nos relations avec Mendès-France.

Relations troublées et orageuses, même avant qu'il deviennent «*simple militant du PSU*»; celles des minoritaires de la SFIO avec celui qui n'avait pas assumé jusqu'au bout son rôle de chef de file du Front républicain au lendemain des élections de

1955; celles de l'UFD (Union des forces démocratiques) et de l'UGS (Union de la gauche socialiste) en 1958, qui annonçaient bien des difficultés qu'allait ensuite connaître le PSU dans ses premières années; celles de l'entrée du CAD (Comité d'action démocratique) dans le PSA (Parti socialiste autonome); et celles de toutes ces années où, il faut bien le reconnaître, le PSU tenta plus de se servir de la notoriété de Mendès-France que celle-ci ne le servit. Même en 1967 où, certes, il fut l'un de nos quatre députés, mais à l'issue d'une campagne électorale où nous, militants du PSU, nous avions eu la surprise de devoir coller partout une affiche avec un grand «P», où ledit PMF appelait à voter pour le PSU. Dans la lutte contre la personnalisation, on a fait mieux.

Et puis il y a eu 1968, la tentative avortée de trouver une solution politique «*à chaud*», le renoncement, la défaite et le départ de Mendès-France du PSU... Mais, avant d'en revenir là, disons tout de suite que rien n'autorise à déformer l'histoire. Ce que fait l'*Humanité* du 7 mars, en commençant par l'article de Laurent Salini. Certes, Mendès-France n'a jamais montré beaucoup d'amitié pour les communistes. Mais faut-il pour cela — pour citer quelques exemples :

- omettre d'expliquer pourquoi il démissionna à la Libération du cabinet De Gaulle, pourquoi celui-ci lui préféra Plevin, refusant ainsi le choix politique et égalitaire de la ponction monétaire qui aurait évité aux travailleurs les sacrifices qui leur furent imposés ensuite par l'inflation;
- prendre pour cible la participation de Chaban-Delmas au gouvernement de 1954 quand on sait que le PCF n'est pas très sourcilieux à l'égard des ralliements individuels de gaullistes;
- dire que Pierre Mendès-France quitte le gouvernement en 1956 «*en désaccord avec la politique algérienne*» sans rappeler en quel sens se situait le désaccord vis-à-vis

d'un gouvernement... auquel le PC avait voté les pleins pouvoirs;

• et Charléty. Là, il y a une contradiction. Version Salini: «*Les paroles d'espoir et de renouveau lancées à une jeunesse qui croit monter à l'assaut du ciel, ces paroles cachent la «magouille»*. Version Ségué: «*Sa malencontreuse participation au sinistre rassemblement de Charléty...*»

Camarades, il faudrait accorder vos violons. Dans les textes actuels du PCF, on parle du «*magnifique*», du «*formidable*» mouvement de mai 68. D'accord, dix ans ont passé. Mais l'évolution du langage ne semble pas très bien synchronisée. A moins qu'il ne faille lire: «*Sinistre, du latin «senester», qui est à gauche...*»

Nous, si nous avons un reproche à faire à Mendès-France en ce qui concerne Charléty, c'est d'y être allé à contre-cœur, de n'y avoir pas parlé, de ne pas avoir accepté, finalement, l'investiture populaire qui était sur le moment la seule issue possible, quoi qu'en dise aujourd'hui le PCF. Répondant aux critiques qui avaient été faites au PSU sur cette proposition, Marc Heurgon déclarait au congrès de Dijon: «*Les Kerensky, ça sert dans l'histoire...*» Mot d'orateur plus qu'expression de la réalité, de celle du personnage en particulier. Mais qui traduisait autre chose qu'une «*magouille*».

Oui, Mendès-France a toujours gardé ses distances par rapport à la lutte des classes, même quand il a fait profession de foi de socialisme. Oui, il représente sans doute mieux que quiconque ce que peut être en France une social démocratie à l'euro-péenne. Oui, une opération dangereuse se fait aujourd'hui autour de son nom. Mais laissons à la droite certaines méthodes à l'égard d'un homme qu'elle a toujours honni, notamment le MRP contrairement à l'insinuation de Marchais et Salini concernant on ne sait trop quelle proximité avec Lecanuet. Combattons politiquement. Pas à coups de falsifications ni de règlements de comptes personnels. ■

## VACANCES EN YOUGOSLAVIE

Seul, à 2 ou en famille...

Le littoral ou les îles...

Maisons de pêcheurs, auberges ou hôtels...

En avion ou dans votre voiture...

Et aussi Algérie, Turquie, Grèce, Asie du sud-est, etc.

Choisissez une association sans but lucratif.

## PROGRAMME D'ETE

# ARVEL

12 A bd des Brotteaux 69006 Lyon

Tél. 78 52 56 48

## Pierre Jalée : « Unifier les convergences »

Et après mars ?... Candidat dans le 6<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Pierre Jalée a quelques idées sur l'avenir du Front autogestionnaire. Il s'en entretient avec TS.



**TS :** Pierre Jalée, tu as été l'un des premiers signataires de l'Appel pour un Front autogestionnaire, et tu es aujourd'hui candidat de ce Front dans le 6<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Tu dois donc avoir quelques idées sur l'avenir du Front, et, dans l'immédiat, sur son avenir post-électoral.

**P.J. :** Bien sûr. Mais une remarque préalable s'impose. Le Front autogestionnaire est aujourd'hui constitué, mais il ne me paraît pourtant pas sorti encore de sa période de gestation. Ce qui n'est d'ailleurs pas surprenant pour un Front qui se veut, au plein sens du terme, autogestionnaire. C'est à l'ensemble de ses composantes, collectives et individuelles, qu'il appartient de préciser vers quelle sorte d'avenir il pourrait s'engager à long terme. Je ne puis donc que me prononcer à titre personnel, avec le souhait d'alimenter ainsi une réflexion plus générale.

Cela dit, il y a néanmoins un point de départ commun à tous, à savoir le caractère permanent du Front autogestionnaire. Si les élections législatives de mars 78 marquent son apparition officielle dans l'arène politique, nul n'envisage d'en rester là. Et, déjà, des échanges de vues ont eu lieu sur son avenir immédiatement post-électoral. L'idée qui prévaut est d'organiser, sans doute d'ici cet été, des rassemblements régionaux de confrontations et d'échanges, suivis d'un rassemblement national ; celui-ci et ceux-là visant à préciser l'objectif central du Front, qui est d'unifier toutes les convergences dont il est le produit dans un projet politique cohérent, duquel découleraient des formes d'organisation appropriées.

**TS :** Avant d'en venir aux structures, quel développement politique envisages-tu toi-même pour le Front autogestionnaire ?

**P.J. :** Ce développement politique ne saurait être recherché que dans le cadre de la gauche telle qu'elle existe actuellement, puisque le Front s'est situé dès ses premiers pas, d'un accord unanime, à l'intérieur de celle-ci. Raisonnons à partir d'un cas concret : le Front, ni le PSU, ne sont signataires du Programme commun, à l'égard duquel ils ont une attitude critique. Mais quand bien même le Front serait d'accord sans

réserve avec le Programme commun, qui est un programme de gouvernement, conviendrait-il qu'il s'insère dans l'Union de la gauche sur le même plan et dans la même optique que les deux grands protagonistes du programme, le PS et le PCF ? Qu'il aspire à devenir lui aussi un parti de gouvernement ? Et qu'il définisse son option politique par un programme complet de mesures concrètes dans tous les domaines ?

### D'abord, engendrer une dynamique

Personnellement — et je sais que certains vont réagir —, je ne le pense pas. Il risquerait d'y perdre son originalité, et son originalité est ailleurs. Son originalité, il la tire de ce qu'il met au premier plan la revendication autogestionnaire qui n'est autre que la revendication du pouvoir pour tous, en tous lieux, en tous domaines et à tous les niveaux, et qu'il se prononce pour une prise en charge autogestionnaire des transformations sociales. N'y aurait-il pas une contradiction entre la revendication d'un tel pouvoir et le fait de déterminer, avant que ce ou ces pouvoirs aient pu se constituer et se développer dans toute leur puissance, un programme politique complet et précis ? Ne serait-ce pas se substituer à ceux à qui, précisément, on entend donner la parole ?

Qu'on me comprenne bien : il ne s'agit pas pour autant de retirer la parole au Front autogestionnaire. J'entends seulement que cette parole doit s'attacher prioritairement à formuler des *propositions*, à indiquer les directions à prendre et non à élaborer de rigides programmes. Le rôle du Front me paraît être essentiellement d'engendrer une *dynamique*, dans l'action et dans la recherche politique, qui soit novatrice par rapport au comportement des partis traditionnels. Ce rôle, dans le domaine de la recherche politique, devrait être surtout d'explorer hardiment les voies d'un socialisme autogestionnaire, de dégager de grandes orientations stratégiques ouvrant des perspectives d'avenir pour les travailleurs et les citoyens, perspectives dans lesquelles s'inscriraient les luttes quotidiennes, ce qui leur donnerait une dimension nouvelle.

Il me semble que le temps est venu de mettre en avant, toujours et partout, l'alternative du socialisme autogestionnaire, qu'il y a dans les masses une attente, ou au moins une réceptivité ou une disponibilité à ce regard. Ce ne serait pas s'abstraire des combats quotidiens, mais au contraire s'y engager dans une optique plus large et avec une vigueur accrue. Le rôle du Front autogestionnaire ne saurait être, à mon sens, de viser à concurrencer quantitativement pas plus que qualitativement, les partis existants (ce qui n'exclut pas de chercher à nous faire la meilleure place possible), mais d'abord de viser à influencer toute la gauche par la richesse de nos idées, de nos vues moyen et à long terme, de nos initiatives et interventions sur le terrain. Il nous appartient avant tout de diluer l'idée autogestionnaire dans tous les milieux et dans toutes les luttes. Le Front autogestionnaire me paraît devoir être moins un levier qu'un levain d'avenir.

**TS :** Le Front autogestionnaire n'en devra pas moins se donner des structures. On aperçoit mal ce qu'elles pourraient être à travers le rôle que tu lui assignes. Qu'en dis-tu ?

**P.J. :** Je dois reconnaître que ces structures, je n'arrive pas encore à les dessiner d'une façon précise. Ce qui n'est peut-être pas tout à fait négatif. J'ai toujours perçu l'autogestion comme étant à la fois une fin et un moyen. Elle est une fin, car le socialisme autogestionnaire est la société de l'autogestion accomplie et généralisée. Elle est un moyen également, car les transformations à réaliser, pour qu'elles débouchent avec certitude sur un authentique socialisme, exigent d'être prises en charge par une mobilisation populaire à forme autogestionnaire, ce qui n'exclut nullement l'intervention des partis et syndicats mais les prive de la direction autoritaire des luttes.



## SPECIAL ELECTIONS... SPECIAL ELECTIONS... SPECI

d'ailleurs d'avoir sur ce point, à défaut de vues très arrêtées, quelques conceptions d'ordre général.

### Orientations communes et particularismes

Le Front autogestionnaire devrait être d'abord très décentralisé. A quel ou quels échelons ? Départemental ? Régional ? Ou aux deux ? C'est aux représentants des départements et régions de le dire. Mais le choix fait, les structures devront-elles être identiques pour tous les échelons départementaux ou régionaux ? Cela ne me paraît ni nécessaire, ni même souhaitable. Chacun maître chez soi ! J'admettrais de même un large particularisme dans la détermination des objectifs d'action, pourvu qu'ils se

situent dans de grandes orientations communes et acceptées de tous.

A partir de là se dégage la nécessité, pour l'instance centrale, de n'être qu'un élément unificateur et coordinateur, voire animateur, mais non à proprement parler une direction. En un mot, je suis partisan d'une très grande souplesse dans l'organisation. Et j'ajoute que, si souples que soient les structures à retenir, elles devraient également avoir un caractère non permanent, c'est-à-dire être susceptibles de modifications en vue de remédier à des défauts constatés ou pour les adapter à une évolution.

Mais encore une fois, toutes ces indications n'ont que valeur de suggestions.

Propos recueillis par **Stephan LYLLAN**  
et **Jean-François THORAVAL** ■

Le Front autogestionnaire se doit donc, de toute évidence, de s'appliquer à lui-même l'autogestion. Il m'est arrivé de déclarer que la réalité et la sincérité du ralliement à l'autogestion de la part des partis et syndicats se mesure à leur pratique de l'autogestion dans leurs propres structures et leur comportement interne. A plus forte raison du Front autogestionnaire. J'attends donc des rassemblements régionaux et national dont j'ai parlé tout-à-l'heure qu'ils se prononcent à se sujet. Ce qui ne m'interdit pas

## L'écologie n'est déjà plus ce qu'elle était...

Claude-Marie Vadrot revient d'une tournée de meetings à travers la France. Il a constaté que les plus conscients des écologistes se détournent des magouilles et rejettent l'apolitisme.

D'une tournée de meetings et de réunions à travers la France pour défendre l'écologie et le Front autogestionnaire, je rapporte deux certitudes. D'abord les écologistes sont de plus en plus effarés, écœurés de l'attitude et des magouilles de la plupart des responsables d'*Ecologie 78* et surtout de l'offensive de *SOS-Environnement* : Politzer, qui se présente en Bretagne contre Christian Bonnet, le ministre de l'Intérieur, au nom d'*Ecologie 78* me disait encore lundi, au téléphone, son accablement devant les manœuvres d'état-major et devant l'acharnement de Philippe Lebreton à faire triompher l'entrisme de *SOS-Environnement*.

### Changer d'interlocuteur

Ensuite, les écologistes sont de plus en plus nombreux à rejeter l'apolitisme et les compromissions à droite de ceux qui se sont baptisés leurs responsables et porte-paroles mais qui ne disent plus rien depuis des mois

sur l'écologie et sur les luttes en cours.

Alors, quelles que soient les divergences, quels que soient les désaccords sur « la chance à donner à la gauche », pour reprendre l'expression utilisée lors de nombreuses discussions, les camarades des groupes écologiques autonomes et des *Amis de la Terre* rejoignent le Front autogestionnaire, quand ce n'est pas le Parti socialiste.

Pour ces camarades, il devient de plus en plus évident que la droite ne possède aucune réponse aux questions que posent les écologistes et qu'il est inutile, anti-écologique, de gaspiller son énergie à s'adresser à cette droite. Quand je dis à ceux que je rencontre, même s'ils ne font que suivre les activités du Front sans y participer, qu'il est temps — au moins — de changer d'interlocuteur, il n'y a guère de contestation.

Que ce soit à Brest, à Saint-Dié — pendant que le minable Lionel Stoléro joue du piano aux vieux pour glaner quelques voix —, à Cézanne, à Louviers, à Montpellier ou à Montreuil près de chez moi, les écologistes prennent doucement et sûrement conscience que le Front autogestionnaire ou le PSU n'ont pas pour objectif de les « récupérer ». L'incroyable propagande de quelques responsables d'*Ecologie 78* commencent à ne plus faire effet.

Que la « revendication » écologique soit une revendication à la fois socialiste et autogestionnaire, les camarades qui nous considéraient avec méfiance en sont maintenant de plus en plus convaincus. Et cela est reconfortant. Cela se révèle un potentiel de lutte pour l'après-mars. Une lutte qui sera facilitée parce qu'au cours de la campagne les militants du PSU, les non-violents et les écologistes auront appris à se connaître.

De cette campagne d'explications électorales sort déjà, aussi, une clarification : il restait beaucoup de gens de droite et de politicards dissimulés sous l'étiquette écologique. Non seulement de nombreux candidats de *SOS-Environnement* ont été recouverts du drapeau vert d'*Ecologie 78* alors qu'ils étaient encore il y a peu des candidats de la droite et qu'ils continuent à faire

campagne contre la gauche exclusivement, mais quelques responsables d'*Ecologie 78* viennent de se livrer à une dernière manœuvre ébouriffante...

### Contre les nouveaux notables

Dans le plus grand secret, Philippe Lebreton et quelques animateurs de *SOS-Environnement* viennent de créer une association de type 1901 intitulée « *Ecologie 78* ». But de cette association : contrôler l'emploi de l'expression *Ecologie 78*. Premier fait d'armes : l'introduction d'une instance en référé. Pour faire saisir le matériel des candidats écologiques du 15<sup>e</sup> arrondissement jugés trop libertaires par *SOS-Environnement* qui a maintenu son candidat dans ce quartier contre l'avis des groupes locaux. Un seul fait suffit à situer la qualité écologique de Laure Schneider qui attaque son concurrent en justice : elle n'a pas jugé nécessaire (cela effrayerait les électeurs !) de se joindre à l'occupation du « château » de la rue du Général-Beurret, décidée par les écologistes du quartier, pour empêcher les bulldozers de la Foncière des Champs-Élysées de le raser et de privatiser le parc qui l'entoure.

Le juge des référés a donc été obligé de trancher entre ces deux candidatures se réclamant d'*Ecologie 78* : les libertaires pourront s'appeler *Paris-Ecologie 78* et les gens de *SOS-Environnement* auront droit à l'appellation *Collectif Ecologie 78*. Problème grave pour les premiers : ils ont été dans l'obligation de refaire en catastrophe tout leur matériel électoral.

Il s'en est trop commis à *Ecologie 78* depuis quelques mois pour que les écologistes et les anti-nucléaires conservent une quelconque confiance en ces nouveaux notables jaloux de leurs prérogatives. Eux qui proclament que l'Écologie, c'est le droit à la différence. Pas étonnant que des responsables des *Amis de la Terre* de Paris aient annoncé il y a quelques jours qu'ils ne voteraient pas pour *Ecologie 78*.

C.-M. VADROT ■

## Morlaix : non au désert breton

Plus de car, plus de médecin ; de moins en moins de magasins. Pour les jeunes, le choix entre l'exode et le chômage... Et, tout près, la centrale nucléaire de Brennilis. Les candidats de Morlaix se battent contre la société du gaspillage, de l'injustice, de la mort.

La circonscription de Morlaix a été façonnée en 1958. Il fallait éliminer le député communiste d'Helgoat, mettre en balance la circonscription Trégoroise et assurer à la droite une circonscription Léonarde. Elle comprend trois morceaux de provinces bretonnes : La Cornouaille au sud, avec le canton d'Helgoat (le centre Bretagne) ; Le Léon à l'ouest, avec les cantons de Taulé et de St-Pol de Léon ; le Trégor à l'est, avec les cantons de Plouigneau et de Lanmeur. L'agglomération est constituée par le canton de Morlaix (environ 30 000 habitants).

C'est une région en perte de vitesse. Seul, le canton de Morlaix enregistre un bilan migratoire positif. La région la plus touchée, le centre Bretagne, est en décroissance depuis 1914, elle fait partie du *désert breton*. La circonscription a eu deux députés PSU : Tanguy Prigent et Roger Prat. En 1973, la candidate du PS a été battue de 145 voix par le candidat UDR (Lelong, le célèbre secrétaire d'Etat aux PTT).

La campagne aujourd'hui se déroule sans grande passion. Seuls les colleurs d'affiches se livrent une bataille sans merci : le PC montrant, là comme ailleurs, son intransigeance : « nous sommes les plus forts, nous collerons là où bon nous semble... »

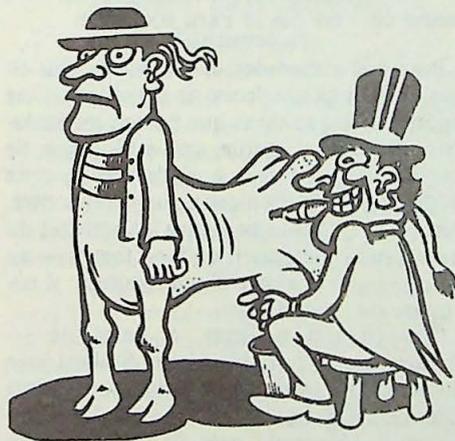
Il existe un protocole de désistement entre le PS, l'UDB et le PSU : *Lutte ouvrière*, le PCMLF, *écologie 78* et le PC ne prennent pas position pour l'instant.

Le RPR et le PR (sortant) se chamaillent sous le manteau. Le Front National (Le Pen) n'apparaît pas.

### Quand l'épicière ne sera plus là...

L'équipe « de réunions » du PSU : Roger Prat, Jocelyne Mat (suppléante), et Michel Marzin (candidat) mène une campagne sur le terrain ; toutes les communes sont visitées au rythme de quatre par jour. Un montage diapo (fait par la fédération bretonne), s'appuyant sur les réalités locales, expose les grandes lignes de la plate-forme autogestionnaire bretonne « *Vivre, travailler et produire autrement* » ; puis, la discussion sur les problèmes concrets permet de mettre en cause la société capitaliste et de proposer « LA » Solution autogestionnaire.

Scignac ce sont les écoles qui disparaissent. Le docteur, le pharmacien sont partis depuis longtemps et l'épicière, qui a souvent entre 60 et 80 ans, dit qu'elle n'aura pas de successeur... Il n'y a plus de service de car et pour se déplacer, il faut appeler un taxi (distant de 15 km : les ressources ne le permettent pas). Les retraités se sentent piégés, s'ennuient, sont inquiets : « quand l'épicière ne sera plus là, on mourra de faim,



*c'est un véritable service public qu'il faut maintenir ».*

Pourtant la région possède une industrie de pointe : Brennilis est là, à 5 km, de l'autre côté du lac. L'ancien maire de Botmeur définit très bien les retombées : « nous recevons tous la pollution, sans que l'on nous ait expliqué les effets, mais nous savons que ce n'est pas inoffensif. Nous n'en tirons donc que des inconvénients. La commune, avec son budget de 14 000 F par an, ne peut même pas entretenir les routes. A Brennilis et à Loqueffret, ils ont au moins une prime de risque (la patente) ; nous n'avons que le risque ».

Dans le Trégor, la situation est moins dégradée, mais on est sur la pente savonneuse de la décroissance : le maire de Locquirec doit organiser la commune en fonction de l'afflux de touristes pendant les trois mois d'été. Il souhaite des structures cantonales d'activités artisanales pour donner du travail toute l'année. Mais pour

l'instant, c'est l'exode ou le chômage. Les jeunes « choisissent » d'ailleurs de plus en plus le chômage (2 000 sans travail dans l'arrondissement).

### « A eux le profit, à nous la peine »

Au Kermeur dans le Trégor, c'est un cultivateur qui expose ses difficultés : « j'ai dû m'endetter pour acheter les terres et dédommager mes frères et sœurs. J'ai travaillé pour les banques. Quand j'aurai tout payé, je ne sera pas loin de la retraite. Si mon fils me remplace, il sera dans la même situation. Cela ne sert à rien d'être propriétaire »...

A Guimaëc, ce sont les « standards » qui sont en cause : « on nous demande des torillons d'un certain âge, puis on nous les refuse parce que les cours sont mauvais. Enfin, on les trouve trop âgés et on nous les achète à bas prix, pour nous dépanner ! »

A l'île de Batz, dans le Léon, c'est un pêcheur qui réclame : « Les cultivateurs ont été indemnisés pour la sécheresse, moi quand j'ai perdu mes 600 m de filets, je n'ai rien eu. Pour payer le nouveau, j'ai dû prendre des risques. C'est un métier trop rude comparé à ce que l'on gagne. Ce sont les intermédiaires qui retirent tout le profit, à nous la peine... » Des cultivatrices de l'île protestent : « on n'a pas touché grand chose pour la sécheresse et notre récolte a été maigre : Notre métier n'est pas facile non plus. C'est vrai qu'on nous exploite. S'il n'y avait pas le problème de l'école libre, on voterai Socialiste »... Le Léon a du mal à se dégager d'un cléricisme fortement enraciné.

Mais, à chaque fois, la discussion s'engage sur la mise en place d'une société plus juste et plus humaine. Le dialogue est passionnant : on apprend autant dans chaque commune que l'on apporte de solutions politiques.

Michel MARZIN ■

### Une plate-forme autogestionnaire bretonne

La fédération bretonne du PSU a fait paraître en janvier sa plate-forme autogestionnaire. Ce texte de 110 pages constitue le point actuel de son analyse et de ses propositions politiques. Elle a été élaborée à partir de l'assemblée de Lorient qui, les 22 et 23 octobre 1977, a réuni 120 militants du PSU breton et du courant autogestionnaire.

Cette plate-forme, c'est d'abord le constat d'une convergence autogestionnaire en Bretagne. C'est ensuite une première réponse à l'attente des travailleurs du pays.

A commander à Combat socialiste, 3, rue Quinquaine, Saint-Brieuc 22 000 — 7 F (frais d'expédition compris). ■

## Périgord : une campagne « différente »

Quand les militants se transforment en bateleurs, et remplacent les discours par des saynètes de rue...

En juin 77, la décision est prise de présenter une candidature à Périgueux dans la première circonscription. Comme le PSU est le seul mouvement autogestionnaire organisé ici, les candidats seront PSU (à Bergerac, par contre, il y aura une candidature commune écologistes, « Volem Viure Al País » et PSU). Les femmes étant majoritaires à la section et ayant mené pas mal d'actions (MLAC, groupe femmes), on présentera une candidate ; son suppléant sera le précédent candidat de 67 et 68, aujourd'hui retraité et maire d'une commune rurale.

Bien que PSU, la candidature sera placée sous le label « PSU — divers autogestionnaires » : ce n'est peut-être pas heureux dans la formulation mais facilite de fait la participation à la campagne d'une bonne moitié de non-PSU. Deux stages départementaux de la coordination autogestionnaire ont permis en septembre de mettre au point collectivement la stratégie ; en janvier de produire le matériel (affiches, projets de tracts, simulation de questions — réponses, une saynète pour accrocher sur les marchés et dans les réunions).

La gauche peut espérer battre Guéna, le roquet de Chirac, mais la concurrence est sévère entre le P.C., challenger traditionnel, et le P.S. qui espère bien le devancer. « Créneau étroit » donc, et qui se rétrécit encore un peu depuis l'entrée en lice d'une parisienne, « perruche d'Arlette » (« Arlette Ouvrière ou Lutte Laguiller ? » se demandent-on ici, au vu de la campagne de L.O.), ainsi qu'au dernier moment d'un candidat « écologie 78 » qui jusque là travaillait avec le Front.

Deux axes pour cette campagne : battre la droite et faire apparaître une gauche différente, la gauche autogestionnaire. L'explication politique est menée par les moyens traditionnels mais aussi de façon « différente ».

### Farce électorale en deux actes

On a essayé la « gesticulation » : une saynète, « la farce électorale », présentée par un bateleur. Les « grands » du spectacle politique sont caricaturés sur des silhouettes de contreplaqué ; les porte-marionnettes

rappellent leurs déclarations les plus significatives. Deux actes : la droite jouée en farce sur fond de crise économique ; la gauche, sur le registre dramatique et sur fond d'union-désunion.

Ajustée peu à peu en fonction des critiques, cette saynète a permis dans les réunions des discussions beaucoup plus spontanées et larges que celles qui suivent habituellement les discours. Sur les marchés par contre, si la curiosité fut très grande, la discussion se fit davantage autour des panneaux. Les distributions de tracts ou de journaux par les porteurs de marionnettes sont aussi de bonnes animations de rue : on n'a pas tous les jours l'occasion de rencontrer Giscard qui vous dit : « le bon choix pour le Périgord, c'est voter autogestion-



Sur un marché de Périgueux « Le bon choix : voter autogestionnaire »

naire » ; Guéna qui supplie : « renvoyez-moi dans mon château », et Chirac qui exige : « barrez-moi la route de l'Élysée, votez autogestionnaire ! »...

Une première aussi en Périgord : au lieu d'un second meeting : « 5 h pour l'autogestion », avec un montage, cinq carrefours devant des panneaux, la saynète... et la fête, avec chants et danses du Maroc et d'Occitanie. Deux cents personnes ont pu ainsi discuter, échanger, vivre autrement l'espace d'une soirée.

Une bonne campagne. Le Front Autogestionnaire au Périgord doit pouvoir se développer sur cette lancée.

Michel LECOINTE ■

## Editions SYROS, 9, rue Borromée, 75015 Paris



### 18 millions de bonnes à tout faire

Des femmes témoignent sur la manière de vivre leur emploi, leur chômage, leurs conditions de travail et leur vie au foyer.

120 x 190, 24 F, 200 p.

### Pas d'histoire, les femmes...

Réflexions sur le passé et analyses sur le mouvement actuel des femmes se répondent et font de ce livre un outil pour comprendre les aspects dispersés et divers des luttes de femmes.

135 x 210, 29 F, 238 p.



### Lip au féminin

Écrit par des femmes, pour les femmes, Lip au féminin est bien de ces livres que tout homme devrait lire. Avec passion.

120 x 190, 18 F, 162 p.

SPECIAL FEMMES... SPECIAL FEMMES... SPECIAL FEMMES... SPECIAL

## Congrès de la FNSEA :

### Le « bon choix » de M. Debatisse

Un drôle de Congrès que celui de la FNSEA. Thème officiel : la « démocratie économique ». En réalité : la lutte pour le pouvoir au sein de la Fédération. D'où les règlements de compte, les exclusions, la reprise en main... et le rejet de la gauche.

Ce qui est arrivé au Congrès de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) ne constitue pas vraiment une surprise. Chacun sait bien que l'état-major de la centrale paysanne est à droite, et bien à droite. On aurait pu s'attendre, dira-t-on, à ce que « les opposants » à la ligne majoritaire fassent un tabac. Et bien non, hélas ! Ils auraient même plutôt encaissé des coups. En apparence tout au moins.

C'est pourtant bien eux qui, à l'automne, avaient lancé l'assaut. Par la création de l'« Interdépartemental » : tout à la fois un bulletin et une structure officieuse dans laquelle se retrouvaient les opposants à la ligne Debatisse (président de la FNSEA)... Des opposants de l'intérieur qui ne cessent de répéter qu'il n'est pas question de quitter la centrale syndicale, mais de s'y exprimer... et d'y obtenir un certain pluralisme. C'est dans cette ligne qu'ils se sont inscrits en faux avec le national à propos de la taxe de co-responsabilité (1).

Un crime pour l'état-major qui derrière le mot « unité » entend bien : « attitude monolithique ». De part et d'autre d'ailleurs on a quelque peu joué au naïf. Par-delà cette attitude « pluraliste », n'y-a-t-il pas des analyses divergentes quasi inconciliables ? Les uns parlent d'organisation des marchés « cogérés », y compris par les agriculteurs. D'où l'idée de taxe de co-responsabilité. Les autres parlent de « quantum de production » (2) payé à un prix rémunérateur en fonction des coûts de production.

#### Un coup de balai

Pour Michel Debatisse, l'heure était venue de remettre de l'ordre dans la maison. Pour plusieurs raisons. Cette montée des opposants pouvait devenir dangereuse ; il devait le sentir, lui qui, en d'autres temps, a renversé l'équipe en place et pris le pouvoir à la FNSEA ! Mais avant tout et par dessus tout il fallait faire place nette avec l'échéance électorale ; d'autant que, dit-on, le pouvoir lui aurait reproché de ne pas avoir su tenir ses troupes à propos de la taxe sur le lait.

Deux épisodes significatifs ont précédé le congrès.

● Le premier, les 7 et 8 février. Ces deux

jours-là c'est la section des fermiers et métayers qui était visée. Des gens qui avaient un peu trop tendance à contester le droit de propriété de la terre. Non mais, vous vous rendez-compte ? L'équipe en place — dont un secrétaire général communiste —, s'est maintenue de justesse.

● Deuxième épisode : l'éviction du secrétaire général de la FNP (Fédération nationale porcine — fédération spécialisée de la FNSEA). Celui-là parlait un peu trop de quantum, de limitation de la taille des ateliers hors sol. Là, les « magouilles » du national ont réussi.

Puis ce fut le sort de la Loire-Atlantique. Vite expédié. Cette fédération « s'est mise en dehors de la FNSEA ». Parce qu'elle ne paye pas ses cotisations et par « son attitude répétée ». Là, Michel Debatisse a donné un bel exemple de démocratie. Non seulement on exclut ceux qui ne sont pas d'accord — bien qu'ils ne demandent que le débat sur le pluralisme —, mais on ne lésine pas sur les moyens ! Seul le non paiement des cotisations — affirmation contestable : les Nantais en ont payé une partie —, sera vraiment invoqué. Pourtant, nul n'était dupe ce jour-là sur les motifs réels.

#### La féture

Alors les opposants s'en sont donné à cœur joie ? Pas exactement. Hormis deux ou trois interventions, fort courageuses, ce fut à peu près tout. Certes, dès le lendemain, l'Interdépartemental faisait parler de lui... pensez donc : une conférence de presse pour annoncer triomphalement que la moitié de la collecte de lait échappait de fait à la taxe et que la bagarre allait continuer. N'empêche qu'au congrès ils ne se sont guère manifestés. Question de tactique ? Pas seulement. Il faut aussi y voir une organisation et une coordination insuffisante de l'opposition à la « ligne Debatisse » ; reconnaissons à sa décharge qu'elle n'a qu'à peine un an d'existence en tant que structuration officieuse dans le cadre de l'Interdépartemental. L'état-major a donc pu exclure sans grosses difficultés la Loire-Atlantique.

Debatisse a ainsi renforcé sa position dans la FNSEA et au conseil d'administration en particulier. Cela ne doit cependant pas trop faire illusion. Beaucoup sont sortis



Photo DR

Michel Debatisse :

« Face à une opposition grandissante »

passablement choqués par les méthodes employées. Nombreux sont ceux en effet qui ne se retrouvent plus dans la ligne officielle. Les rangs de l'opposition grandissent. S'il n'y a pas eu rupture, il y a certainement eu féture. Aussi certains posent maintenant très clairement les questions de fond : à la FNSEA fait-on un syndicalisme de chefs d'entreprise ou un syndicalisme qui défend des personnes. Défend-on ceux qui sont « viables » ou tous les travailleurs de la terre ?

#### Des préférences... pour la droite

En attendant, Debatisse peut faire face à l'échéance électorale sans craindre sur ses arrières. C'est ce qui l'a amené à dire qu'après le 19 mars, « quel que soit le résultat des urnes », on discuterait des prix agricoles... et qu'alors il faudra compter sur le syndicalisme. Il ne s'est pas gêné non plus pour dénoncer les programmes agricoles des partis de gauche. Sans les nommer, bien sûr, mais en laissant clairement apparaître ses préférences pour la droite porteuse de « concertation » et de libéralisme (il a dit « liberté » !).

Il a enfin arrosé cette mixture d'une sauce corporatiste. La politique agricole, c'est l'affaire du syndicalisme avant tout. Chacun est prévenu. Si demain la gauche arrive au pouvoir, il suffira de faire jouer les vieilles cordes corporatistes, les vieux mythes de la liberté dans l'initiative personnelle et le travail...

Attention tout de même ! Au sortir du congrès, un responsable FNSEA, et non des moindres, nous confiait : « Debatisse a indiqué le « bon choix » ; ce n'est pas le mien ».

Dominique RIVIERE ■

(1) 1,5 % de la valeur de vente, prélevée au niveau de la laiterie.

(2) Quantum : définition d'un niveau de production égal pour toutes les exploitations. Jusqu'à ce niveau la production est payée à un prix qui permet une juste rémunération des travailleurs de la terre. Au-delà de ce niveau le prix est celui du marché... bon ou mauvais !

● Germinal (n°12, février 1978), mensuel de la Commission nationale agricole du PSU, vient de paraître. Au menu, outre l'éditorial de Michel Mousel, secrétaire national, « la nucléaire et l'agriculture », les propositions de la Fédération générale de l'agriculture : « vers l'autogestion en agriculture », enfin « le désert scolaire des campagnes ». Germinal, CNA-PSU, 9, rue Borromée, 75015 Paris. Abonnement : 10 numéros : 15 F.



Ni anges, ni bêtes : des petits d'hommes sexes

Photo DR

dissimuler son caractère « *garderie-retour à la discipline* », puis elles renoncent à l'adopter devant les critiques de la CFDT.

### Les parents refusent de porter plainte

Certes, plusieurs parents ont téléphoné au CE pour obtenir des explications, mais une fois que les moniteurs sont venus discuter avec eux à la maison, ils ont surtout regretté de ne pas avoir été informés au préalable. Par ailleurs, les parents entendaient leurs enfants exprimer sans cesse leur satisfaction et leur joie d'être au centre aéré, alors que depuis la mise en place d'une nouvelle équipe d'encadrement, les récriminations et le mécontentement dominent.

Les parents savent aussi toutes les difficultés qu'ils rencontrent pour communiquer avec leurs enfants au sujet de la sexualité, tous les blocages qu'ils ressentent. Même si une équivoque subsiste entre eux et les éducateurs (les parents parlent surtout d'éducation sexuelle pour préparer à l'état adulte, tandis que pour les éducateurs il s'agit de prendre en compte la sexualité vivante immédiate des enfants), les parents ont admis sans trop de difficultés la démarche des éducateurs congédiés.

De plus, les parents sont outrés par l'attitude bureaucratique du CE : ils ont refusé de porter plainte. La quasi-totalité d'entre eux (3) signent une pétition dans laquelle ils se solidarisent avec l'ancienne équipe et se prononcent contre le licenciement de la directrice du centre aéré. Un bulletin commun parents-enfants-éducateurs-CFDT (édité par la CFDT) voit le jour.

### Rejeter les faux-fuyants

La vie sexuelle des enfants ne constitue qu'une petite partie du projet pédagogique des éducateurs dont plusieurs sont, notons-le en passant, membres du parti communiste. Leurs positions peuvent se résumer ainsi :

- à partir d'une attitude consciente et réfléchie, au contact de l'enfant, prendre en compte ses aspirations, ses volontés, ses besoins sans sélectionner, ni censurer.

- permettre aux enfants d'organiser leur vie collective, d'animer leurs « lieux de vie ».

- refuser les réactions de type disciplinaire face à certaines manifestations de l'enfant (vol, agressivité etc...) pour, au contraire, comprendre à quelles demandes symboliques elles correspondent et ensuite essayer de les prendre en compte.

Bien sûr, ces positions débouchent sur de nombreuses interrogations, mais les éducateurs de Renault-Flins ont eu l'immense mérite d'avoir rejeté les faux-fuyants. Ils ont mis en œuvre une pratique qui refuse de céder aux interdits de l'idéologie dominante, alors que rares sont ceux qui osent risquer l'affrontement.

### Un débat impératif

Les Comités d'Entreprise, les municipalités de gauche prennent en charge des centaines de milliers d'enfants. Quel projet

## Renault-Flins : éducateurs au pilori

Les enfants ont un corps, un sexe. En tenir compte suffit à semer la panique au Comité d'Entreprise de Renault-Flins... à déclencher la répression aveugle.

Les faits : En octobre 1977 le Comité d'Établissement Renault-Flins (1) ouvre un centre aéré à Vetheuil (Val d'Oise). Une équipe d'éducateurs et de moniteurs, qui ont donné satisfaction dans les colonies de vacances et les camps d'adolescents du CE, est chargée de s'en occuper. Cette équipe travaille avec la directrice du centre, membre du personnel du CE depuis six ans (les éducateurs et moniteurs sont vacataires). Dès avant l'ouverture du centre, ceux qui vont l'animer présentent un projet pédagogique pour discussion avec les élus du CE et les parents. Ce projet comporte un chapitre « *Vie sexuelle des enfants* ».

Fin novembre 1977, un moniteur, répondant à la sollicitation de plusieurs enfants, se déshabille avec eux. Il s'agit de permettre aux enfants l'« *apprentissage* » de leur corps et de celui d'autrui. Trois semaines plus tard, le 14 décembre, la même scène se reproduit, mais cette fois avec une monitrice ; ce jour-là, la responsable du service enfance au CE se rend au Centre aéré ; elle rédige un rapport scandalisé. Le lendemain, plusieurs parents téléphonent au CE pour avoir des explications. Première constatation : une monitrice nue provoque des réactions ; un moniteur nu, bien moins.

### Affaire de mœurs ?

Le projet pédagogique initial n'a jamais été soumis aux élus du CE. Il est resté bloqué dans quelques tiroirs ; visiblement une censure s'est exercée. Dès le lendemain du 14 décembre, le bureau du CE (CGT-CGC-FO) estime qu'il est confronté à une affaire de mœurs épouvantable ; il a en face

de lui des criminels qu'il faut empêcher de nuire plus longtemps.

L'équipe d'éducateurs est contrainte de donner sa démission en plein milieu des vacances de Noël, période durant laquelle le centre aéré fonctionne chaque jour de la semaine. L'équipe est remplacée par une autre, au mépris total de l'intérêt des enfants, choqués jusqu'à la révolte par ce soudain changement. La majorité du CE (CGT-CGC-FO) décide de transmettre tout le dossier à « *Jeunesse et Sports* ». Les éducateurs risquent la radiation à vie et, si le parquet donne des suites, une condamnation pour attentat à la pudeur.

Les parents sont, eux aussi, traités par le mépris. Sans donner d'explications, le bureau du CE leur demande de porter plainte. Lors d'une réunion, les parents imposent la présence des anciens moniteurs ; ils veulent une confrontation pour vraiment savoir ce qui s'est passé, le bureau du CE quitte alors la salle.

Tout à coup, ce même bureau du CE exige de la directrice du centre aéré (qui ne se trouvait pas au centre le 14 décembre), qu'elle rédige très rapidement un projet de programme pédagogique alors que le CE fonctionne sans un tel projet depuis des années. Elle refuse de rédiger quoi que ce soit avant qu'il y ait eu débat compte tenu de tout ce qui vient de se produire. Réponse, le prétexte étant trouvé : elle est licenciée (2).

Dans l'usine on fait courir les bruits les plus invraisemblables, histoire d'attiser les phantasmes et refoulement des travailleurs. Certains s'essayent à concurrencer « *Ici Paris* » ou « *Détective* ». Enfin la CGT, FO et la CGC proposent au CE un projet de programme pédagogique qui a du mal à

pédagogique appliquent-ils ? Nul n'en sait trop rien. (A Renault-Flins la CFDT avait demandé un débat élus-travailleurs éducateurs depuis des années sans résultat). Les organismes populaires de formation des éducateurs (CEMEA, « *Francs et Franches Camarades* »...) savent-ils où ils en sont ? Cela paraît fort douteux.

Il est intolérable qu'une telle situation se perpétue dans la classe ouvrière. Les forces politiques et syndicales qui s'en réclament n'ont pas le droit de laisser dans le flou ce qui touche à l'enfant.

La répression qui s'est abattue à Flins est inadmissible. Non seulement chaque organisation doit prendre ses responsabilités et donc la condamner ; mais aussi se déterminer sur toutes les questions posées par les éducateurs. Tribune socialiste et le PSU essayeront, dans la mesure de leurs moyens de contribuer au débat.

Daniel JUGE ■

(1) Le CE Renault Flins se compose de 4 élus CFDT, 4 CGT, 2 CGC, 1 FO. Devenue première organisation syndicale de l'usine aux élections de février 1978 la CFDT a démissionné du poste de secrétaire du CE en mai de la même année après avoir été mise en minorité sur la gestion des restaurants qu'elle voulait céder à la direction.

(2) La CFDT a voté contre la transmission du dossier à « *Jeunesse et Sport* » et contre le licenciement de la directrice du centre aéré. Elle a assumé dans l'usine la polémique avec les autres organisations syndicales.

(3) Les 28 familles signataires de la pétition représentent 90 % des enfants qui fréquentent le centre aéré (70 enfants).

## Le grand bluff sur l'emploi

CFDT et CGT viennent de publier une brochure qui explique comment le pouvoir, avant les élections, manipule les statistiques sur le chômage. Edifiant.

Les syndicats CFDT et CGT des organismes qui, à des titres divers, s'occupent d'emploi (ministère du Travail, ANPE, INSEE) viennent de publier une brochure : *Chômage : de la manipulation des chiffres au bluff sur l'emploi*. Cette brochure qui démonte les différentes manipulations que le pouvoir fait subir aux statistiques du chômage avant les élections analyse ensuite les mesures du « *pacte national pour l'emploi* » présenté comme un succès par le patronat, le gouvernement et la presse « aux ordres ». Ce pacte consiste à maintenir pendant six à huit mois une grande masse de jeunes à la disposition des patrons, gratuitement, sans aucun droit, sans garan-

tie ultérieure. Sous prétexte de stages, c'est en fait la première tentative de grande envergure du patronat français d'institutionnaliser l'existence d'un volant de main d'œuvre taillable et corvéable dans la population autochtone.

Au cours de la présentation à la presse, le mercredi 15 février, les responsables syndicaux ont déclaré que le ministre annoncerait le lendemain un chiffre officiel de demandes d'emploi à la fin janvier se situant entre 991 000 et 1 065 000 ; ce dernier chiffre représente le niveau « *correct* », mais il peut être baissé par toute une série de magouilles pour descendre en dessous de la barre spectaculaire du million. Le lendemain, Beullac, quelque peu désarçonné par les révélations syndicales largement reprises par une partie de la presse, annonça deux chiffres au choix : 991 000 ou 1 020 000, tous deux ayant l'avantage de faire apparaître une baisse par rapport à fin décembre « *pour le cinquième mois consécutif* ». Il en conclut au succès du pacte national pour l'emploi et de la politique du gouvernement. Pour finir, il promit que ça baisserait encore en février et après aussi, à condition que le bon peuple fasse le bon choix. Pas moins !

### « Monsieur le ministre, vous êtes un truqueur »

Publication de ces mêmes données par l'INSEE le 20 février : « *De récents aménagements du fonctionnement de l'Agence nationale pour l'emploi entraîne une modification des séries de demandes en fin de mois : depuis octobre 1977 la mise en place du nouveau mode d'enregistrement dans les agences locales, appelé « ligne emploi », aboutit à retarder de 10 à 14 jours la saisie des demandes par les agences concernées (...); la généralisation étant progressive, cette mesure entraîne une « dérive » (...). D'autre part, depuis janvier 1978, la radiation des demandes survient après une absence non justifiée à un seul pointage (et non plus à deux pointages consécutifs) : cette mesure d'épuration du fichier provoque en janvier une chute brusque des demandeurs d'emploi en fin de mois (38 200) de sorte que, toutes corrections faites, le nombre de DEFM à la fin janvier, en données corrigées des variations saisonnières, comparable à celui de décembre (1 054 000) s'établirait à 1 063 000. » Soit une augmentation de près de 1 % en un mois ! Voilà comment en termes administratifs on dit : *Monsieur le ministre, vous êtes un truqueur et un menteur*. L'honneur de la statistique française est donc sauf. Ouf !*

On peut seulement regretter, comme le dénoncent les syndicats, que la diffusion des chiffres par les organismes statistiques intervienne systématiquement après celle assurée par le ministre ou son organe de propagande : la Délégation à l'emploi. Ce système est bien pratique, il permet de faire les gros titres sur les informations truquées et sauvegarde la bonne conscience des technocrates du chiffre.

### Des emplois qui n'en sont pas

Le document syndical ne s'arrête pas à

ces misérables tripatouillages préélectorales de dernière minute. Des mesures votées le 7 juillet 1977 appelées « *pacte national pour l'emploi* » ou « *mesures pour l'emploi des jeunes* » concernant les moins de 25 ans, prévoient :

① L'exonération des charges sociales (patronales) pour les jeunes embauchés entre juillet 1977 et janvier 1978 (320 000 jeunes concernés).

② Des stages en entreprise de 6 à 8 mois commençant de juillet 1977 à janvier 1978 et comportant 200 heures de formation (le plus souvent bidon). La paye de ces stagiaires (410 F par mois de 16 à 18 ans et 90 % du SMIC de 18 à 25 ans) est intégralement prise en charge par l'Etat (124 000 stagiaires environ).

③ Des stages de formation (64 000 stagiaires environ). Ces mesures, qui touchent 508 000 jeunes environ, sont présentées par le patronat et le gouvernement comme une création de près de 600 000 emplois pour les jeunes. En fait, les exonérations des charges sociales sont un simple cadeau aux patrons qui embauchent des jeunes qu'ils auraient embauché de toute manière pour remplacer les départs naturels. Ils ont simplement tendance à embaucher des jeunes pour bénéficier des exonérations. Tant pis pour les travailleurs de plus de 25 ans, ils resteront un peu plus longtemps au chômage !

Les stages en entreprise sont tout simplement des parkings dont l'intérêt est double. Pour le gouvernement : les stagiaires n'apparaissent plus comme des chômeurs (ils ne figurent pas dans le chiffre « *corrigé des magouilles* » de 1 063 000 cité plus haut). Pour les patrons : ils remplissent exactement le rôle des chômeurs. Réserve de main d'œuvre dans laquelle on peut puiser — et gratuitement ! —, pour tous les petits boulots et emplois précaires. Ils n'ont aucun droit, ne comptent pas dans les effectifs minima pour l'existence de délégués du personnel et d'un comité d'entreprise et se retrouveront au bout de six mois sur le pavé sauf si le patron a besoin d'embaucher et qu'ils ont été « *appréciés* ». C'est encore mieux que des chômeurs !

### Une réserve de travailleurs à statut précaire

On observe que ces stages ont surtout été ouverts dans les petites boîtes où le syndicalisme est faible ou nul. Les patrons des grandes entreprises se sont quand même méfiés des réactions des sections syndicales (exigence d'une intégration dans l'entreprise au terme du stage, exigence de l'accomplissement effectif des 200 heures de formation...).

Cet ensemble de mesures dont le gouvernement et le patronat ne cachent pas qu'il pourrait être réédité par la suite si l'expérience est concluante n'a pas seulement un caractère préélectoral. La brochure syndicale conclut : « *La belle époque de l'expansion dans la stabilité étant révolue, c'est une nouvelle politique de l'emploi qui se met en place avec la création d'une importante réserve de travailleurs à statut précaire, entièrement soumis aux besoins à court terme du patronat.* »



# Quelle politique étrangère pour la gauche française ?

La gauche, si elle vient au pouvoir le 20 mars, trouvera une situation économique qu'elle n'aura pas contribué à créer mais par laquelle elle sera largement contrainte. En effet, l'économie française s'intègre dans un système de production de plus en plus « multinationalisé » et qui comporte pour la France, des liaisons étroites avec les Etats-Unis mais aussi avec la RFA. Pour sa part l'impérialisme français s'intègre dans le dispositif mondial de domination sur le tiers monde. Au total l'ensemble des structures économiques mondiales, Etats-Unis en tête, dispose de moyens de pression importants, capables de freiner, bloquer ou détourner la politique économique d'un de ses éléments, qui tenterait de sortir des voies habituelles. On voit à quoi un gouvernement de gauche qui oserait se diriger vers le socialisme devrait faire face. La gauche a-t-elle une politique internationale orientée dans ce sens, telle est bien la question qui se pose aujourd'hui à la veille du premier tour de scrutin.

Une première constatation s'impose. On peut être d'accord avec Giscard d'Estaing sur un point : une victoire de la gauche aurait des répercussions importantes en matière de politique extérieure. Les pays européens voisins, les Etats-Unis, les pays africains accordent un intérêt exceptionnel aux résultats du 13 mars et en fonction des intérêts de classe qu'ils représentent ont conscience que ces résultats pèseront sur leur propre situation. Il n'y a que les partis de gauche français qui n'accordent qu'une importance seconde, pour ne pas dire marginale, à la politique internationale. Tout au moins si l'on en juge par le pudique silence qu'ils observent. Comment expliquer un tel état de fait ?

On peut d'abord dire que la crise de l'emploi axe les travailleurs sur les problèmes nationaux si bien que les aspects de la lutte internationale se dégagent mal : par rapport même à l'internationalisation de la production, les travailleurs et leurs syndicats paraissent sans prise et relativement sans défense. L'Union de la gauche elle-même s'est ainsi construite à partir des problèmes intérieurs et n'a manifestement pas cherché à approfondir les problèmes extérieurs. Encore moins à établir une liaison entre les deux.

Cette situation se ressent quand il s'agit du Programme commun. Le chapitre consacré à ces questions : « Contribuer à la paix et développer la coopération internationale » est le dernier, le plus

court et le plus vague. Plus précisément les principes, justes, qui y sont proclamés : « droit à l'autodétermination des peuples, rupture des liens militaires avec les régimes fascistes, refus de la politique des blocs, libération de la CEE (Communauté économique européenne) de la domination du grand capital, etc », outre qu'ils ne s'intègrent pas explicitement dans une politique clairement anti-impérialiste et anticapitaliste reliée à des profondes transformations intérieures, ne fixent pas avec précision les tâches prioritaires qu'un gouvernement de gauche aurait à réaliser immédiatement après son arrivée au pouvoir.

Mais le plus grave c'est que ce programme n'est même plus « commun » et que son aspect le plus positif — celui concernant la force de frappe —, a été abandonné. Au nom d'une douteuse et trop classique « Realpolitik », la force de frappe nucléaire est désormais considérée par la gauche comme la première garantie de l'indépendance nationale française. D'autre part la rupture de la gauche a accentué les divergences à propos de la CEE tant en ce qui concerne sa plus grande intégration économique et politique que son élargissement à d'autres pays de l'Europe du Sud. Enfin, la volonté du Parti socialiste de garder « les mains libres », y compris dans ce secteur, ne contribue pas à faire progresser le nécessaire débat sur cet ensemble de problèmes.

Les conséquences de cette situation sont graves : elles empêchent de combattre efficacement les schémas véhiculés par l'idéologie dominante dans ce domaine, à savoir le nationalisme chauvin et impérialiste (voir au moment de l'expédition au Zaïre ou au Sahara) et/ou la fatalité de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur, en particulier dans le cadre de la CEE. Il en résulte pour les militants de gauche et à fortiori pour l'ensemble des travailleurs une grave sous-estimation des données concrètes de l'environnement international.

Il existe donc un contraste frappant et inquiétant entre l'ampleur des enjeux internationaux d'une victoire de la gauche en France et la quasi absence d'une politique étrangère pour la gauche. Plus exactement c'est à la lumière des enjeux stratégiques actuels, en particulier au niveau de l'Europe occidentale, que peut s'éclairer la nature fondamentale de la politique extérieure que pourrait mener un gouvernement de gauche dirigé par le PS. ■



PHOTO SIPA

## PC-PS : des choix peu explicites

**C**ONFRONTÉS à la crise, les partis politiques de gauche ont été amenés à déterminer une réponse en fonction surtout des conséquences internes de cette crise. Mais celle-ci ayant d'évidence touché l'ensemble du monde capitaliste — et même du monde dit socialiste —, il devint vite inévitable de prendre en compte sa dimension internationale.

Face à la bourgeoisie impérialiste qui s'est donnée, autour de la Trilatérale, une nouvelle stratégie, le mouvement ouvrier s'est trouvé confronté à une situation nouvelle.

Face à cela, les partis de gauche se devaient de réagir. Et de présenter une alternative. Il a fallu attendre les débats liés à l'actualisation du Programme commun et la rupture qui s'en est suivie pour qu'apparaisse l'ampleur de la crise et ses conséquences.

Malheureusement les choix internationaux du Parti socialiste et du Parti communiste ont été assez peu explicites. Sauf dans un domaine : celui de la Défense où le débat a été à l'évidence plus approfondi. Aussi cet aspect — décisif —, de la politique internationale donne-t-il une idée de l'orientation de chacun des deux partis.

Si l'on s'en tient aux affirmations et prises de positions du PS on ne peut être que frappé par l'orientation très sensiblement pro-américaine qui prévaut. Sur le plan militaire la controverse avec le PC sur la « défense tous azimuts » a montré que, pour le PS, le danger ne saurait venir que de l'Ouest.

Sur le plan plus économique, François Mitterrand s'est clairement prononcé pour l'approfondissement de l'intégration européenne. En clair il accepte les conséquences de la division internationale du travail.

Toutefois on perçoit, à travers les déclarations des responsables du PS, une nette volonté de remise en cause de la politique giscardienne vis-à-vis du tiers monde. Même si certains reculs récents — sur le

boycott de la Coupe du Monde, sur la livraison d'une centrale nucléaire à l'Afrique du Sud, sur le droit à l'autodétermination des DOM-TOM — ne laissent pas d'inquiéter.

Statu-quo amélioré au niveau européen — version social-démocrate —, et avancée limitée dans les relations de la France avec le tiers-monde : tels sont les

grands axes d'une politique internationale du PS dont il ne faut pas oublier qu'elle s'articulera de toute manière avec la stratégie mondiale de l'Internationale socialiste.

Du côté du PC, là aussi, c'est à travers le débat sur la Défense que sont apparues les orientations les plus précises. En se prononçant pour une défense nationale « tous azimuts » le PC — outre qu'il se présente comme le seul héritier fidèle du général De Gaulle —, admet l'hypothèse que le danger est aussi réel à l'Est qu'à l'Ouest. Cette prise de distance vis-à-vis de l'URSS est l'aspect principal de cette nouvelle politique internationale. Mais en se prononçant sur le développement de l'arme nucléaire et en défendant le nucléaire civil, il est amené à accepter toutes les conséquences militaires et économiques de la logique nucléaire. On risque de s'en apercevoir par exemple à propos des relations futures avec l'Afrique du Sud.

À l'égard de la CEE, le PC admet le fait accompli. Comme les autres partis « euro-communistes », le PC ne s'est pas encore engagé dans l'élaboration d'une stratégie internationale au niveau de l'Europe.

Enfin sur les problèmes du tiers monde le PC paraît beaucoup plus décidé que le PS à modifier profondément la politique extérieure française. Notons enfin qu'une divergence est apparue avec le PS : elle concerne la Palestine. En effet, le Parti socialiste s'est refusé à se prononcer en faveur de la création d'un Etat palestinien indépendant. Divergence mineure ? Ce n'est pas sûr : une aggravation de la situation au Proche-Orient pourrait déterminer dans un gouvernement

## Quelle politique à l'é

Par Pierre JALEE

Dans le cadre des instances internationales, la France du socialisme autogestionnaire devra s'efforcer d'abord d'isoler les régimes reposant sur la terreur, la torture, le viol des droits de l'Homme : le Chili de Pinochet, l'Ouganda d'Amin Dada, l'Argentine de Videla. Au regard de ce dernier pays et dans l'immédiat, elle prendra la tête d'un mouvement de boycott d'une Coupe du monde de football dont les militaires argentins attendent qu'elle leur donne une sorte de quitus international. A l'inverse elle prendra la tête, en accord avec les pays du tiers monde concernés, d'un mouvement visant à établir enfin sur des bases nouvelles les rapports des pays développés avec les pays sous-développés, en vue d'apporter une aide déterminante à ceux de ces derniers qui s'engageraient sur la voie d'un véritable développement au service de leurs peuples. Ce qui comporte notamment :

1 Le rétalement de la dette publique extérieure, l'allègement des taux d'intérêts des prêts anciens et nouveaux, la subordination de ces derniers à la réalisa-

tion de projets concourant à un réel développement et à l'indépendance économique.

2 La mise au point d'un projet permettant à des conditions privilégiées, les transferts de technologie au profit des pays du tiers monde.

3 Et surtout, après tant de palabres inutiles, l'établissement et l'application dans les moindres délais d'un système efficace de régulation des prix des produits de base. Par exemple : la détermination, pour chacun de ces produits, d'un prix de départ qui permette aux pays exportateurs de dégager un appréciable surplus économique pour leur développement ; puis l'augmentation de ce prix parallèlement à celle des prix des produits industriels des pays développés.

Mais il est certain que cette action de la France sur le plan des relations internationales aura d'autant plus de portée que, dans ses relations bilatérales, la France du socialisme autogestionnaire fondera son comportement sur des bases résolument novatrices. Ce qui comporte notamment :

1 La rupture ou le désengagement au regard de quelques pays qui ternis-

à participation communiste des tensions assez graves.

## Une politique internationale à la mesure de l'enjeu

**U**NE prise de conscience de l'ampleur de l'enjeu international d'une victoire de la gauche en France oblige à définir une politique extérieure très ambitieuse. En effet, tant sur le plan stratégique-militaire que sur le plan économique (place des multinationales) l'espace ouest-européen est décisif pour l'impérialisme américain. Or une expérience progressiste dans un de ces pays ne peut manquer d'avoir un effet de contagion extraordinaire tant dans la partie sud de l'Europe — où il sera immédiat — que dans sa partie nord et sa partie orientale (Tchécoslovaquie, Pologne, RDA...).

Il y a donc nécessité vitale pour un gouvernement de gauche, s'il veut aller vers le socialisme, de pratiquer une politique de désengagement vis-à-vis des deux blocs tout en établissant des liens beaucoup plus étroits avec les forces anti-impérialistes du tiers monde.

• Sur le plan militaire cela signifie le



Photo AFP

désengagement effectif vis-à-vis de l'OTAN, par l'annulation complète des mesures de réinsertion dans l'OTAN prises par le pouvoir giscardien, par la lutte pour la création de zones dénucléarisées — en Méditerranée par exemple —, par le refus de la course aux armements nucléaires qui ne peut se situer que dans la logique des blocs. C'est tout le problème de la défense nationale populaire qui est posé et qui passe par la lutte contre le mythe de la sécurité par la dissuasion nucléaire.

• Sur le plan économique, en particulier au

niveau de la CEE, il importe de se situer dans la perspective d'une riposte unifiée de la classe ouvrière européenne contre l'offensive du grand capital. En effet la Confédération européenne des syndicats (CES) qui regroupe les principaux syndicats — à l'exception, provisoire espérons-le, de la CGT — a, pour la première fois depuis l'existence de la CEE, décidé une journée internationale d'action, le 5 avril, pour la défense de l'emploi et du pouvoir d'achat de l'ensemble des travailleurs. Cette initiative syndicale montre les nouvelles possibilités qui s'ouvrent et qui doivent être encouragées publiquement par un gouvernement de gauche.

D'autre part si l'on a la conviction que les forces populaires ne peuvent atteindre leurs objectifs que si elles refusent de se soumettre à la logique du marché capitaliste, seule une stratégie de contrôle à tous les niveaux permet de s'orienter vers une maîtrise de l'essentiel des échanges économiques et financiers extérieurs.

Cette dynamique de contrôle vise d'abord à empêcher le sabotage économique à l'échelle internationale. La fuite des capitaux, qui en est la principale forme, ne sera efficacement combattue que si au contrôle des changes qui est prévu, se superpose un contrôle à la source par les travailleurs eux-mêmes, que ce soit au niveau des établissements bancaires et au niveau des entreprises elles-mêmes (contrôle de la comptabilité). On voit bien par là l'articulation qui existe entre la politique économique intérieure et la politique extérieure... Il en est de même bien sûr pour le contrôle de l'activité des firmes multinationales.

En bref force est de constater que la logique du contrôle à tous les niveaux est contradictoire avec la logique du libre jeu du marché; elle est donc contradictoire avec les règles de fonctionnement de la CEE. Elle suppose aussi des liens beaucoup plus étroits, d'ordre stratégique, avec les organisations ouvrières des pays voisins.

Mais cette lutte contre la superpuissance atlantique qui relève de la lutte pour l'indépendance, suppose aussi que l'on se prémunisse contre le bloc soviétique. Ce qui signifie que la gauche doit apporter un soutien politique beaucoup plus actif que par le passé aux forces démocratiques et socialistes qui se développent en Europe orientale. En effet, il est évident que s'il n'y a pas une nette avancée du mouvement de démocratisation et d'indépendance dans ces pays, la réussite d'une politique de non alignement vis-à-vis du bloc occidental devient beaucoup plus aléatoire pour un gouvernement de gauche ouest-européen.

Enfin, la remise en question de cette bipolarisation de l'Europe passe par une stratégie qui tend à la consolidation, non pas seulement d'une détente entre les pays, mais surtout d'une nouvelle entente anti-impérialiste et anticapitaliste entre les peuples du tiers monde d'une part et les peuples de l'Europe, du Sud en particulier. C'est dans ce contexte que se pose la nature des relations qu'une France progressiste se doit d'établir avec le tiers monde (1).

Bernard RAVENEL ■

(1) Voir notre encadré: « Quelle politique à l'égard du tiers monde? », par Pierre Jalac.

## ard du tiers-monde ?

sent le visage du tiers monde méritant.

② La suppression générale d'une volonté de ne plus mener aucune politique de domination impérialiste. Cette suppression n'est-elle pas cohérente, au demeurant, avec le rejet de l'arme nucléaire et la conception d'une défense populaire ?

③ La mise en place de rapports novateurs en matière de coopération, visant à la plus grande efficacité pour les pays partenaires, l'accélération des transferts de technologie, inspirés par l'exemple des travailleurs de Lip installant en Algérie un bureau d'études pour le transfert de leur technologie (mécanique de précision).

④ Une aide économique et financière, sélective par pays, et orientée vers ceux des pays du tiers monde qui intégreront cette aide dans un plan cohérent de développement autonome et dans le cadre d'une société démocratique.

⑤ Des échanges commerciaux d'un type nouveau, intégrables dans le plan français comme dans les plans des pays partenaires grâce à des accords de 3 à 5 ans, réglables par compensation, c'est-à-dire sans mouvements de devises, et fondés sur les règles posées ci-dessus.

Les rapports nouveaux et égaux d'une France à option socialiste

avec les pays du tiers monde, doivent être complétés à l'évidence :

① Par une action résolue contre le racisme et l'apartheid, enfants honteux mais à la vie dure du colonialisme, ce qui implique au minimum l'application stricte des mesures décidées par les Nations Unies à l'encontre de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe (Rhodésie).

② Par la révision, en accord avec les pays concernés, de la situation faite aux travailleurs immigrés en provenance du tiers monde : conditions de travail et de rémunération ; conditions de vie et de logement ; respect total des droits de l'homme ; autogestion étendue à ces travailleurs ; accession de ceux-ci au droit de vote sur le plan municipal et départemental.

③ Enfin par le respect, comme d'une règle d'or, du droit des peuples à l'autodétermination, ce qui implique le soutien des mouvements d'indépendance nationale dans le tiers monde (Sahara occidental, Erythrée, et là encore Afrique du Sud, Namibie, Zimbabwe).

Cela suppose, à plus forte raison, que la France reconnaisse le droit à l'autodétermination à ses quatre DOM et à ses TOM et leur donne les moyens de l'exercer. ■

## Ethiopie :

### La guerre des clans

Une guerre peut en cacher une autre. La folie meurtrière qui s'est emparée de l'Ethiopie cache bien mal les ambitions des parties en présence : s'assurer tout bonnement le contrôle d'Addis-Abeba.

De notre envoyé spécial en Ethiopie

Effondré sur la fourche d'un arbre, le fusil posé en travers du ventre, le milicien dort d'un sommeil si profond que c'est miracle s'il ne dégringole pas sur les détenus qu'il est sensé surveiller : deux cent « contre-révolutionnaires », enfermés depuis plusieurs mois dans le « centre de rééducation » du deuxième arrondissement d'Addis-Abeba. Plutôt somnolents, ou plaisantant entre-eux sans beaucoup se cacher, ils subissent l'interminable lecture d'un manifeste politique. Leur participation à leur « rééducation » se limite à répondre par un vague grognement chaque fois que le lecteur les interpelle pour leur demander si la démonstration politique en cours ne leur échappe pas. Dispersés à l'entour, une vingtaine d'hommes armés du Comité de défense de la Révolution du quartier semblent trouver le temps bien long. Le responsable du centre finit par lever la séance. Tout le monde s'égaïlle dans le parc de la « prison », une villa abandonnée par son propriétaire et qu'un mur de tôle ondulée abrite des regards indiscrets. La double porte de fer s'entrouve pour laisser entrer un marchand ambulant de boissons. Les parents des détenus se rassemblent à

l'extérieur, attendant que les « délégués » des prisonniers soient autorisés à sortir — accompagnés d'une escorte plutôt débonnaire —, pour chercher la nourriture que ceux-ci leur apporte. Irrésistiblement, l'atmosphère rappelle un groupe de bidasses à quelques mois de la quille, et dans un cadre autrement plus bucolique que celui d'une caserne française ! Image déroutante de la « terreur rouge » qui depuis le début de l'hiver ensanglante la capitale de l'Ethiopie. Une ambiance bon enfant. Trois pâtés de maisons plus loin, tortures, assassinats, dénonciations. Dans chaque « kebele », ces 289 quartiers qui divisent Addis-Abeba, la « terreur rouge » oscille entre la folie meurtrière et la répression « raisonnable » dans une révolution aussi profonde que celle qui a disloqué l'empire éthiopien. Chaque « kebele » organise sa propre terreur.

#### Le retour du bâton

Automne 1976. Le Parti révolutionnaire du peuple éthiopien (PRPE), l'organisation d'extrême gauche qui a conquis le cœur d'Addis-Abeba, le seul mouvement marxiste

à être solidement implanté dans toutes les couches de la population, même si le gros de ses troupes est constitué d'étudiants et de lycéens, perd la bataille politique contre les autres mouvements révolutionnaires — en particulier le Meson. Mouvement socialiste pan-éthiopien —, et les officiers du Comité militaire administratif provisoire, le DERG. Au terme d'une bataille idéologique échevelée, son exigence de remplacer le DERG, un « gouvernement fasciste », par « un gouvernement des forces populaires » est cataloguée de « contre-révolutionnaire ». Dans les conditions particulières de la révolution éthiopienne, affirment les rares militants marxistes qui osent encore dévoiler à un journaliste étranger une pensée politique autonome, aucun mouvement politique ne peut prétendre être plus qu'une tête sans corps : la « direction des masses populaires » pouvait-elle dégénérer autrement qu'en la dictature d'une clique, fut-elle éclairée ? Quoi qu'il en soit, le PRPE déclenche aussitôt une vague d'assassinats, méticuleusement préparés et... exécutés. L'un après l'autre, les dirigeants du Meson, les responsables élus des organisations de quartier tombent sous les balles des commandos de tueurs. Addis-Abeba est partagé : d'un côté, l'alliance hétéroclite d'une grande partie de la jeunesse scolarisée, entraînée par le PRPE, appuyée par une partie de la petite bourgeoisie dépouillée de ses revenus par la nationalisation des logements de rapport et par les grands commerçants inquiets des proclamations socialistes du régime ; de l'autre, la multitude des sans-grades, aspirants à se faire entendre dans leur organisation de quartier, et même à y faire la loi avec leurs milices.

#### Une guerre clandestine

Celles-ci exigent que le DERG leur donne des armes pour se défendre. Pendant des mois, il refuse. Parce qu'Addis-Abeba, armé et organisé sous la direction de forces

Quartier pauvre d'Addis-Abeba



marxistes autonomes du pouvoir militaire, risquait d'échapper totalement à son contrôle. Incapable de mettre fin à la « terreur blanche », le DERG finit par armer les milices au compte-goutte à partir du mois de mai, massivement au début de l'automne. C'est le retour du bâton. Les milices, recrutées à la hâte et avec bien peu de discernement au sein de lumpen-prolétariat, échappent souvent au contrôle des dirigeants élus des « kebeles ». La rage d'en finir avec le PRPE, assurée d'une immunité quasi-totale, dégénère en une chasse effrénée aux jeunes et aux intellectuels, coupables d'avoir dans leur majorité sympathisé avec le PRPE et victimes toutes désignées de la vengeance « populaire ». La « terreur blanche » terrorisait la population qui, par conviction ou par peur, couvrait le PRPE. La « terreur rouge », réaction encore plus aveugle, plus sanglante, plus incontrôlée, réussit à renverser l'ordre des frayeurs.

Depuis plus de trois mois le PRPE ne fait plus parler de lui à Addis-Abeba. Ses militants qui ont échappé à la répression tentent d'organiser des maquis dans les campagnes pour étouffer les villes. Pourtant, des centaines d'Ethiopiens vont chaque semaine s'entasser dans des prisons ouvertes à la hâte, tremblent en attendant la nuit pendant laquelle ils seront systématiquement torturés, meurent au petit jour des coups reçus ou d'une rafale de mitraillette : sous couvert d'abattre le PRPE, une deuxième guerre, clandestine celle-là, ensanglante Addis-Abeba. Son enjeu : s'assurer le contrôle de la capitale.

### Clans contre clans

Les militaires ont dû lâcher les armes : ils veulent maintenant placer sous leur coupe ceux qui les ont reçus. Depuis quelques semaines, chaque « kebele » est flanqué de



Photo DR

Rassemblement de milices populaires :  
« Des soldats hâtivement formés »

deux « cadres », formés plus que sommairement, chargés de reprendre en main au profit du pouvoir central Addis-Abeba. Ils se heurtent aux dirigeants élus des « kebeles », défenseurs de l'autonomie administrative, économique, policière de leur quartier. Première constante de la révolution éthiopienne : forces centrifuges, y compris dans les villes, contre pouvoir central. Ou plutôt, deuxième constante de cette révolution, contre ces pôles de pouvoir qui aspirent, chacun pour soi, à l'hégémonie : l'empire du Negus s'est effondré, il n'a pas été renversé par une force organisée aspirant à lui succéder. Ces pouvoirs multipolaires sont faibles, inorganisés, coupés de la masse des Ethiopiens. Ils ne cherchent plus à gagner en convaincant : ils se contentent de terroriser pour disposer, le jour de l'affrontement final, de bataillons entiers à jeter dans la

balance. La bataille politique s'est éteinte. Le discours manichéen à l'extrême qui lui a succédé alimente, sous prétexte d'élimination des contre-révolutionnaires, la mise à l'écart de ceux qui veulent encore convaincre la population de leur quartier de s'engager politiquement dans la révolution, et, en fin de compte, la guerre des clans. Qui peut encore arrêter la machine infernale ? Ni le DERG qui, même s'il le voulait, n'en aurait pas les moyens : ni les mouvements marxistes, de moins en moins autonomes par rapport aux officiers et déchirés par une guerre fratricide. Dans ces conditions, le plus fort, c'est-à-dire le plus brutal, tient la victoire au bout de son fusil. A Addis-Abeba. Parce que les campagnes, loin de la fureur meurtrière des villes, avancent lentement sur le rail de leur propre révolution.

René LEFORT ■

## L'envers du miracle brésilien

« Multinationales et travailleurs au Brésil », collectif Paulo Freire (CEDAL), Maspero, 1977, 200 p., 40 F, coll. CEDETIM.

« Multinationales et travailleurs au Brésil », première publication de la collection CEDETIM chez Maspero, est le fruit de la collaboration du CEDAL (Centre d'Etudes du développement en Amérique Latine) et des militants de l'opposition syndicale brésilienne. Dans la préface, Paulo Freire, en rappelle l'objectif : tentative de liaison entre les pratiques ouvrières isolées et une approche globale de la réalité socio-économique. L'ouvrage, dans sa démarche, son style, son découpage, est marqué par l'importante réflexion et la pratique de Freire sur l'alphabétisation et d'éducation populaire.

Ainsi, la première partie aborde l'ardu problème de l'internationalisation du capital et de la division internationale du travail, dans un langage accessible à des non spécialistes.

On nous éclaire sur la logique du capital, les conditions d'apparition et d'implantation de ses entreprises. Aujourd'hui face à la baisse tendancielle du taux de profit, caractéristique du capitalisme dans sa phase monopolistique, les multinationales permettent la survie du système : leur taux de profit, par exemple au Brésil, sont supérieurs à 50 %. Elles rencontrent un appui certain de l'Etat où elles installent leurs filiales. Généralement entre 30 et 40 % des investissements viennent de l'Etat ou des sociétés financières locales et l'apport direct en capital représente seulement entre 25 et 30 % de l'investissement. Les déséquilibres budgétaires et économiques, le coût social et politique qu'elles entraînent sont connus :

dictature militaire et paupérisation de larges secteurs sont le bilan du miracle brésilien.

La deuxième partie de l'ouvrage dresse un tableau exhaustif des firmes multinationales implantées au Brésil et de leur mode d'action par la diversification de la production, leur intégration verticale ou d'autres types d'association. Ce tableau est un outil de travail indispensable à tous ceux qui désirent comprendre les réseaux de ces firmes et qui se battent contre elles.

La troisième partie : « Du nationalisme à l'opposition ouvrière », nous laisse par contre sur notre faim. Des considérations très générales (et souvent triomphalistes), sur la lutte des travailleurs et les perspectives révolutionnaires prennent le pas sur une analyse concrète de la classe ouvrière et des masses paysannes au Brésil. Les conclusions politiques qui se dégagent, parfois très tranchées en arrivent à être contradictoires. Ainsi, l'ouverture démocratique prônée par certains secteurs est analysée en termes de « démocratie fictive » bien que les auteurs reconnaissent l'importance pour les masses du retour à la démocratie. Nous aurions aimé trouver une approche plus argumentée sur l'articulation entre lutte démocratique et lutte révolutionnaire, car nous pensons que c'est ce point qui concerne non seulement les travailleurs Brésiliens mais encore ceux de l'ensemble des pays de la région.

En tout cas, une étude à lire, une nouvelle collection à suivre aussi. Prochain titre : « L'impérialisme français ».

Cecilia JOXE ■

## Les dames d'Eugène

Erotisme  
et magie noire au service de la lutte des classes.

Eugène Sue, *Les Mystères du peuple*, Paris, Régine Deforges, 1977-1978, 2 vol. de 538 p. et 516 p., 32 ill. h.t., 49 et 54 F.

D'Eugène Sue, on connaît surtout *Les Mystères de Paris*, un gros feuilleton qui raconte la plongée rédemptrice d'un fils de famille dans les bas-fonds de la capitale. Populisme, pittoresque et collaboration de classes : Eugène pédale dans la semoule marxiste et déprave, en les mettant à la sauce sentimentale, les nobles rebellions du prolétariat. C'est du moins ce qu'affirment, en cette mi-19<sup>e</sup> siècle, les socialistes sérieux qui se découvrent « scientifiques ».

*Les Mystères du Peuple* sont d'une eau théorique plus orthodoxe. A peine y décèle-t-on, sous forme nostalgique, un zeste de ces flirts inter-classistes qu'affectionne l'auteur. Et si la politique d'Eugène garde un cœur gros comme ça, c'est du moins pour faire une vibrante apologie des salutaires violences par quoi les exploités accèdent à la dignité révolutionnaire : au fronton de chaque volume, un exergue rappelle qu'« il n'est pas une réforme... que nos pères n'aient été forcés de conquérir de siècle en siècle, au prix de leur sang, par l'INSURRECTION. » Ce qui valut à ces *Mystères*-là d'être saisis, parfois brûlés en place publique, et à leur

Shigne, la Vierge au bouclier :  
« Une Amazone issue du peuple ».



auteur d'être interdit de séjour parisien par Napoléon III.

### Régicide, laïque et républicaine

Que la République combiste n'ait pas réhabilité l'ouvrage : voilà qui surprend. Car Eugène a la tripe et la plume régicides, anticléricales et républicaines. Sa longue épopée dit la geste de la famille Lebrenn dont le destin se confond avec le martyrologue du peuple gaulois qui, pour avoir un moment oublié les vertus de l'union face à l'envahisseur romain puis frank, mettra dix-neuf gros siècles à reconquérir ses droits, sa liberté et sa souveraineté initiale.

Odyssée familiale donc, qui s'ouvre à Karnak sous les auspices bénis de la société druidique, fédéraliste, égalitaire et fraternelle, pour s'achever sur les barricades de la révolution de 1848. Saga des exclus de l'Histoire aussi : Eugène donne la parole à de petites gens. Ses personnages sont de paisibles laboureurs armoricains affrontés, en de grands duels manichéens, aux tyrans de l'Histoire officielle — César en guignol chauve et sadique, Ponce-Pilate en pauvre bougre de Romain mal réveillé de sa dernière cuite, Clovis en chef de bandits couronné... Asservis mais insoumis, vaincus mais glorieux, nos ancêtres les Gaulois luttent dans l'anonymat d'une « anti-Histoire » qui finira par triompher des rois imbéciles et sanglants.

Mais s'il mérite bien de la République, le roman d'Eugène ne peut guère échapper aux foudres rationalistes et scientistes de son siècle. Car son anticléricisme n'exclut pas la religiosité confuse. S'il veut la peau du parti-prêtre complice des exactions frankes, s'il fait de certain « jeune homme de Nazareth » un agitateur qui pousse, dans des tavernes mal famées, de grands coups de gueule aussi quarante-huitards qu'évangéliques contre les exploités du peuple, s'il a foi dans « les lumières » et croit aux progrès constants de l'Humanité, Eugène a aussi de bien coupables faiblesses pour les histoires de magie, de sorcellerie, de science occulte et de croyance en la vie éternelle.

### Autonomisme breton et... féminisme actif

Autre scandale propre à rebrousser le poil centraliste et jacobin de nos républiques : ces *Mystères du Peuple* sont résolument fédéralistes. Fort respectueux aussi du droit des « minorités nationales » — la celtique en l'occurrence. Car, par une thèse étonnante, Eugène Sue fait de l'espèce bretonne la quintessence de la race gauloise en laquelle s'incarnent toutes les qualités du prolétariat, de la horde franke — rousse, incestueuse, homicide et bête à payer patente —, le berceau de toutes les turpitudes royales qui, jusqu'au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, gouverneront la France. Racisme ? Peut-être. Mais surtout autonomisme avant l'heure, bien sympathique à notre époque.

Pourtant le crime d'Eugène, celui pour

lequel il fut sans doute si longtemps mis au pilori de l'édition jusqu'à ce qu'aujourd'hui Régine Deforges le ressuscite, n'est-il pas surtout d'avoir eu de la femme et de l'érotisme une vision capable d'effaroucher nos puritains progressistes ?

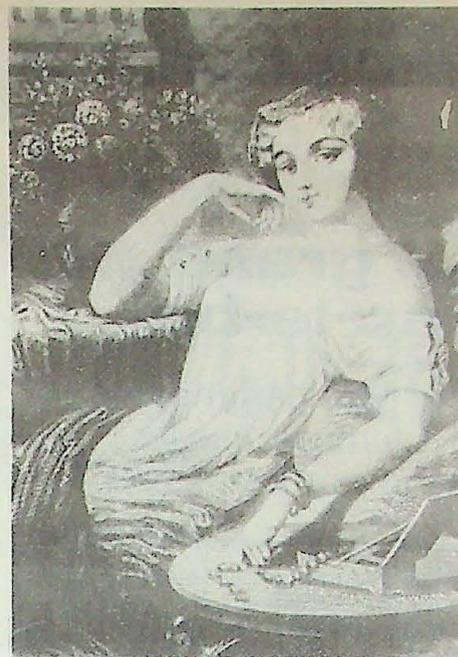
Dandy quoique socialiste, Eugène aime sa vie durant de belles anti-conformistes qui refusaient d'être sottes et ne dépendaient qu'assez peu de leurs maris ou de leurs amants. Eugène écrivain peint des guerrières et des sorcières auprès desquelles nombre de ses héros mâles font plutôt couillon. Psychologie des profondeurs, fantasmes sado-surréalistes, féminisme actif, érotisme noir : le bon goût n'y trouve pas toujours son compte. Il y a du Gérard de Villiers dans ces complaisants récits de débauches et de tortures — si Gérard de Villiers défendait la bonne cause.

### Diaboliques femelles

Car Eugène, lui, est ferme sur les principes : selon qu'elles sont ou non du parti des opprimés, ses diaboliques femelles seront ou non sauvées. Les louves sanglantes du camp des exploités — Elwig la sorcière incestueuse et cupide, Brunehaut l'institutrice en pornographie dans la classe

des rois fainéants, Faustine la praticienne qui jouit en torturant des gamines —, n'ont aucune rédemption possible devant l'Histoire. Alors que les Amazones issues du peuple — les Margarid, les Héna, les Geneviève, les Victoria, les Shigne... — sont toutes parées de qualités éminentes : sagesse, bravoure virile, sérénité. L'origine sociale décide, plus sûrement qu'un horoscope, de la valeur morale réelle de l'intéressée : Siomara, la courtisane gauloise, garde dans les pires turpitudes la rayonnante douceur qui est la marque des esclaves ; si elles sont bien nées, en revanche, les dames d'Eugène doivent, pour mériter le pardon de leur péché social originel, trahir leur classe et rejoindre les opprimés : ainsi de la Belle évêchesse qui quitte son épiscopal époux pour courir la vagrerie avec un galant, avant de s'établir, très conjugalement, dans un assez fourriériste phalanstère de moines laboureurs ; et parce qu'elle a beaucoup aimé, et du bon côté de la barricade, ses péchés adultères lui sont remis...

Délires ? Bien sûr. Mais ces *Mystères du Peuple*, bigrement vertueux au demeurant et selon les canons les plus étroitement petit-bourgeois, ont de bien modernes résonances. A lire au second degré (car ils ne sont pas, non plus, un chef d'œuvre littéraire), moins pour leurs prétentions militantes que



Siomara la courtisane :  
« Une rayonnante douceur... dans les pires turpitudes. »

pour la saveur d'un certain ton et pour ces intuitions prémonitoires.

Julie SIMONET ■

## Des patrons qui ne manquent pas de sel

Claude Angeli, Nicolas Brimo, Louis Maspero, *Les dossiers confidentiels du patronat*, Paris, Maspero, 1978, 85 p., 18 F, coll. « Cahiers libres ».

Un immeuble bourgeois, cossu mais de bon ton, avenue Pierre 1<sup>er</sup> de Serbie, à Paris, à quelques pas du siège du CNPF. Portail imposant, poignées de bronze, huissier en tenue. Au fond, un escalier qui monte au SEL, le « Service des études législatives » du patronat français. Rares sont les professionnels de la politique qui n'ont pas gravi ses marches, un jour ou l'autre, pour y rencontrer le « pharaon »...

On croit nager en plein roman politico-policier. Pourtant, le CNPF, ça existe, et ça pèse son poids. Le « Pharaon » aussi : dans la vie, ce personnage s'appelle plus prosaïquement Aimé Aubert. Il est sinistre, digne et modeste. Il a 65 ans. Pétainiste puis résistant, c'est aujourd'hui un spécialiste éminent de la carte électorale. Chaque semaine, il participe à la réunion des vice-présidents du CNPF. C'est là que sont prises les décisions politiques importantes. A lui de les inspirer, de les appliquer : sa prudence, sa discrétion, son talent de stratège lui valent l'entière confiance de François Ceyrac.

Derrière le « Pharaon », derrière sa petite équipe de huit hommes, il y a les 256 « fonctionnaires » du seul CNPF, et un budget de 30 millions de francs. Il y a encore 7 000 salariés et 750 millions de francs lourds pour l'ensemble des fédérations. Le patronat ne manque ni d'hommes ni de fonds : des moyens considérables qui échappent à tout contrôle. En fait, il ne s'agit que d'associations toutes simples régies par la loi de 1901...

Aimé Aubert dit : « Notre véritable spécialité, c'est l'assemblée, les commissions parlementaires, les hautes administrations... »

L'assemblée ? Les commissions parlementaires ? Un exemple : le 1<sup>er</sup> avril 1977, la très puissante UIMM (Union des industries métallurgiques et minières), le plus important des syndicats patronaux — faisant pourtant partie des PME (!) — adresse au « Comité d'études sur la violence », présidé par Alain Peyrefitte, un rapport de 31 feuillets : « La violence des conflits du travail » : une façon comme un autre d'infléchir l'élaboration d'une loi.

La haute administration ? Les « allées du pouvoir » ?... Le CNPF est ici chez lui, ou presque. En novembre 1976, Yvon Chotard, vice-président chargé du « social » envoie ses instructions aux présidents des fédérations : soutenir le plan Barre, respecter le blocage des salaires... C'est qu'en effet, il a obtenu en contrepartie : 1<sup>o</sup>) qu'en cas d'occupation d'usine, les magistrats aux ordres rendront les ordonnances de référé autorisant l'expulsion des grévistes ; 2<sup>o</sup>) que les préfets dépêcheront sans délais les forces de police nécessaires... Donnant, donnant.

C'est tout ? Pas tout à fait. Le SEL mérite son nom. Le 19 mai 1977, Aimé Aubert présente devant les délégués montés des provinces son plan de bataille pour mars 1978 : « Le sort de la majorité se jouera à 5 % des voix... Il faut concentrer tous les efforts sur 134 circonscriptions dont dépend le score final... A chaque fédération de « saupoudrer » sa région, pour faciliter des candidatures uniques et dissuader les mauvais chevaux (cela peut coûter très cher). A Paris, le CNPF se chargera d'orchestrer la campagne contre la gauche. L'action sera menée à travers des « organisations relais » qui ne manquent pas : syndicats « réformistes » : CGC, CFT, FO, CFTC. Liges d'usagers des transports, de la télévision ; organisations des « classes moyennes » : GIR, PME, UNICER, etc... »

Ces grandes et petites manœuvres, les plus redoutables comme les plus dérisoires, sont étalées au grand jour dans « Les dossiers confidentiels du patronat », publiés chez Maspero. Il s'agit de documents internes, qui ne devaient pas sortir du giron du grand capital, mais on ne saurait penser à tout...

80 pages : c'est vite lu, un peu plus long à méditer. C'est aussi une arme. On s'imagine quelques passages diffusés par mille et mille tracts, dans mille et mille entreprises... Quand les patrons parlent entre eux, la lutte des classes, ça devient clair comme de l'eau de roche.

René LANARCHE ■

## Le grand ras-le-bol

Qui peut parler mieux des femmes que les femmes elles-mêmes ?

Coline Serreau, « Mais qu'est-ce qu'elles veulent ? » Salles non communiquées.

Mais qu'est-ce qu'elles veulent ? Question à double face. D'un côté, le cri rageur d'une société masculine devant la réalité de l'univers féminin et, de l'autre, l'appel solidaire et attentif de Coline Serreau vers ses semblables, ses compagnes secrètes qui ont tant à dire et restent muettes.

Depuis que les femmes ont commencé de manifester leur présence et leur différence, il faut reconnaître que la parole n'était donnée qu'aux privilégiées : les intellectuelles, les créatrices en tous genres qui avaient suffisamment de poids pour se faire entendre, malgré certains ricanements imbéciles. Mais elles ne pouvaient prétendre parler pour toutes les femmes. Il était urgent, donc, de donner micro et caméra aux visages anonymes, aux voix inconnues : à ces centaines de femmes de toutes conditions, ordinairement silencieuses et qui couvent en elles un formidable ras-le-bol. Pourquoi ? Parce que ce sont ces femmes-là qui apportent le plus, qui parlent le mieux de leurs problèmes, des difficultés chaque jour rencontrées — qu'elles soient OS dans le Nord ou paysannes dans le Sud-Ouest : femme au foyer ou pasteur à Genève. Toutes, elles dénoncent avec une intelligence aiguë le système dans lequel on les a enfermées. « *Quand une nouvelle ouvrière veut faire grève, raconte une employée d'usine de textile, le contre-maitre la menace. Comme elle ne sait pas que ces menaces sont illégales, elle se tait. Elle se dit : « Puisque c'est ainsi ! » Puisque c'est ainsi : la voici, la phrase-clé de l'asservissement millénaire, du silence soumis. « Pourquoi bousculer les institutions en place ? » demande une femme au foyer : mais qui témoignera mieux de l'horreur d'une existence sclérosée que cette femme là, catholique praticante, farouchement antiféministe ? Respect du père, respect du mari, respect du patron. Et, aujourd'hui, un bouleversement total. Le grand Non ! d'Antigone à la portée de toutes. Elles dormaient : elles se réveillent flouées. Ce qu'elles veulent ? Elles ne le disent pas explicitement : elles disent surtout ce qu'elles refusent : « J'ai aimé ce que j'ai fait, dit Colette, la femme pasteur : je n'ai pas fait ce que j'ai aimé. Mais je vais le faire ! ». Et son sourire, c'est le Ah ! ça ira des temps modernes.*

Fabian GASTELLIER ■



théâtre

## Strasbourg : Le petit peuple d'Irlande

Jean-Pierre Vincent fait revivre la société d'O'Casey.

Sean O'Casey, Une livre à vue et Palais de la guérison, par Jean-Pierre Vincent, Théâtre national de Strasbourg.

Deux courtes pièces de Sean O'Casey au Théâtre National de Strasbourg : voici réalisé par le metteur en scène Jean-Pierre Vincent un projet longtemps chéri mais perpétuellement repoussé. Le désir de donner la préférence aux projets de son équipe et le travail qu'il fournit à l'École d'art dramatique avaient fait traîner les choses.

Vincent est un homme qui se consacre entièrement à ce que sera le théâtre demain. Il forme des comédiens d'un excellent niveau professionnel. Pourtant, « on » fait peser sur lui des exigences budgétaires qui risquent de saborder son effort. De quoi être scandalisé, surtout lorsqu'on sait que le ministère des Affaires culturelles sait dispenser ailleurs des sommes plus importantes encore que celles dont aurait besoin le TNS.

Aujourd'hui, Vincent monte *Une livre à vue* et *Palais de la guérison*. Pour ces deux pièces, le décor de Lucio Fanti et Nicky Rieti a pris les allures clinquantes de nos établissements publics. En accord avec cet univers, une postière fofolle (Evelyne Didi), qui ne perd cependant pas une occasion d'exercer sa petite autorité. La beauté du décor rend plus terne encore la grisaille des vêtements de ces pauvres gens qu'on distingue simplement à la couleur de leur cache-nez. Toute la société d'O'Casey — un univers suintant de misère physique — est ici comme isolé, observé de plus près. Le petit peuple d'Irlande, qu'O'Casey connaissait bien, vit à travers les comportements nets et expressifs de Bernard Freyd et Claude Bouchery — pauvres hères devenus alcooliques à force de mal vivre —, de Michèle Foucher —

tuberculeuse au teint blafard, de Denise Péron — vieille femme usée par l'âge et les gros travaux, et de Philippe Clévenot réclamant en vain la visite d'un médecin pour un enfant qui va mourir. Le double registre — comique et amer —, de ce spectacle s'inscrit dans la ligne du TNS de Jean-Pierre Vincent. Ce théâtre est une sorte de phare dans la France d'aujourd'hui. Veillons à ce qu'on ne l'éteigne pas.

Dominique NORES ■

### Les petites femmes de Perrault

Rien ne va plus au royaume de Perrault ! Un lutin rigolard, Bruno Villien, vient de mettre sens dessus dessous les féeries centenaires. Cendrillon astique ses cuivres, façon femme au foyer québécoise : la Mère Grand du *Petit Chaperon rouge* est complètement obsédée sexuelle : le grand méchant loup se bourre de maxiton entre deux divans de psychanalyste ; la belle mère de Blanche Neige rigole à en faire craquer les coutures de ses *liftings* : quant à la Belle au Bois dormant, c'est foutu : elle a des insomnies. Et tout ça sur fond de musique, de chansons, de jeux de mots. Tout le monde se marre. C'est sympa, gai, bien ficelé : une fin de soirée relaxante et l'impression d'être au théâtre en pantoufles.

F.G. ■

Par Bruno Villien, d'après Charles Perrault.  
• Café-Théâtre des Blancs Manteaux - 15, rue des Blancs Manteaux (887 97 58), à 23 h 30.

# Indigestion ?

Morne campagne, « vraie vie », choix de société et sondages : la politique-spectacle.

Il est de bon ton, ces temps-ci, de se faire l'interprète de la majorité silencieuse pour exprimer le « grand ras-le-bol » de ce qu'on appelle « les Français » devant une campagne électorale « qui n'en finit pas », « qui se répète » ou « qui ennue ». Quelques « commentateurs » de la radio et de la télé ont lancé le thème il y a quelques semaines. Chirac a aussitôt repris le couplet, bien vite suivi par Raymond Barre — qui cherche lui aussi les occasions pour « tonitruer ».

C'est vrai que la longueur du festin, et la surcharge des mets ont fini par donner au repas quelque chose d'indigeste. Les « politiques » ne s'en plaindront pas : ils réclament à longueur d'année que la télé, et l'ensemble des moyens d'information se mêlent un peu plus de débattre des grands problèmes, d'évoquer la « vraie vie », ou de fournir une tribune à ceux qui s'en sentent. Alors, après toute cette indigestion, l'abondance donne peut-être le sentiment du trop-plein.

Mais n'est-ce pas plutôt la qualité qui fait problème ? Morne campagne, au ras des paquerettes. Nucléaire, femmes, armée, politique étrangère : ces sujets sont à peine effleurés. Les partis et leaders de gros calibres semblent s'enfermer dans les gran-

des invectives, ou les petits calculs. Les présidentielles de 1974, à côté, ça avait de la gueule : du grand crû. Mais ces jours-ci, le grand choix de société dont on nous menace ou auquel on nous invite, paraît farci de simplismes et d'injures. Alors, c'était donc ça ?

L'hebdo *Télérama* a voulu aller plus loin, en demandant un sondage à Louis Harris-France. Francis Mayor, son rédacteur en chef, a bien fait un peu de démagogie en introduction : « Enfin, votre voix... ». Mais l'enquête dirigée par Roland Cayrol vaut mieux. On y découvre que 58 % des personnes interrogées considèrent la télé comme le « moyen le plus utile pour aider à savoir comment voter ». Que les deux tiers sont très ou plutôt contents de l'information donnée par les chaînes TV durant la campagne pré-électorale. Bigre ! Voilà qui ramène nos critiques pisse-vinaigre et leurs indigestions à de plus modestes proportions.

Le « trombinoscope » des leaders politiques ne surprend pas trop : Giscard « l'intelligent », Barre le « compétent », Chirac le « combatif », Marchais « l'amusant », Mitterrand « l'intéressant ». La politique-spectacle. Mais est-ce que Georges fait rire à ses dépens, et donc à ceux de son parti ? Ou est-ce qu'il égratigne vraiment le camp d'en face ? Le sondage ne donne pas la clé.

Mais, il y a plus inquiétant. Parmi ceux qui disent s'intéresser « beaucoup » à la politique, 53 % des électeurs communistes et 63 % des électeurs socialistes se déclarent de manière générale « bien informés » par la télévision. Toujours durant la « pré-campagne », avant que les formations politiques ne fassent du direct, du « les-yeux-dans-les-yeux ». C'est-à-dire à l'époque où les journaux télé sont concoctés par Roger Gicquel, Yves Mourousi, Jean-Claude Bourret sur *Tf1* ; et Poivre d'Arvor ou Patrice Lecoq sur *Ant. 2*, avec les sélections d'information et les coupures qui font hurler, les débats arrangés, les commentaires plus ou moins voilés des journalistes, etc. Bref, ce qui nous hérisse le poil à nous, la plupart des électeurs de gauche s'en foutent, ou ne le voient pas !

Heureusement, tout le monde ou presque (81 %) se retrouve pour condamner le

« blocage » des trois chaînes sur la campagne « officielle » : à bas la privation totale de liberté de choix ! Les sondeurs de *Télérama* ne disent pas si le même pourcentage se retrouvait lorsque Giscard ou le foot monopolisent les antennes...

Philippe MARIELIE ■

# MTS GRUES

Problème n° 53

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Horizontalement :

- I. ...mais pas pour autant apolitiques !
- II. Destiné à un siège ; ne fait pas plaisir.
- III. Aux bouts de l'usine ; userai. IV. Caprice de reine ; dans une amnistie. V. Mesure pour Teng Hsiao Ping ; un mirage chez Brejnev. VI. En rab ; des Baltés. VII. Une vanne. VIII. Assista ; devrait les ibis.
- IX. Aussi ; de sac et de corde.
- X. Interjection ; même trois fois, c'est peu ! ; fin de partie.

Verticalement :

- 1. Se fait par en-dessous. 2. Boucherie historique ; Pffft ! mais dans le sud !
- 3. Conjonction ; personnel ; préfixe. 4. Fait du travail à la chaîne. 5. Un pays victime d'une idole pour France Dimanche ; relève dans le désordre. 6. Louise Labbé, par exemple. 7. Un trou dans le Larzac ; quand on n'y est pas, ça va mal ! 8. Dans la galère ; haïssable pour certain. 9. Prendrai en considération. 10. Blancs, imparables ! Forte quand elle est pale.

Solution du n° 52

I	C	O	R	R	E	C	T	I	O	N
II	H	T	E	R	R	E	S	E		
III	A	C	V	E	R	R	C			
IV	L	I	M	E	C	R	E	E	R	
V	I	D	O	L	E	I	N	F	O	
VI	A	R	I	A	E	T	I	L		
VII	P	E	S	T	E	O	S	L	O	
VIII	I	S	I	A	S	I	E	G		
IX	N	D	O	A	R	E	N	E		
X	E	V	E	N	E	M	E	N	T	S



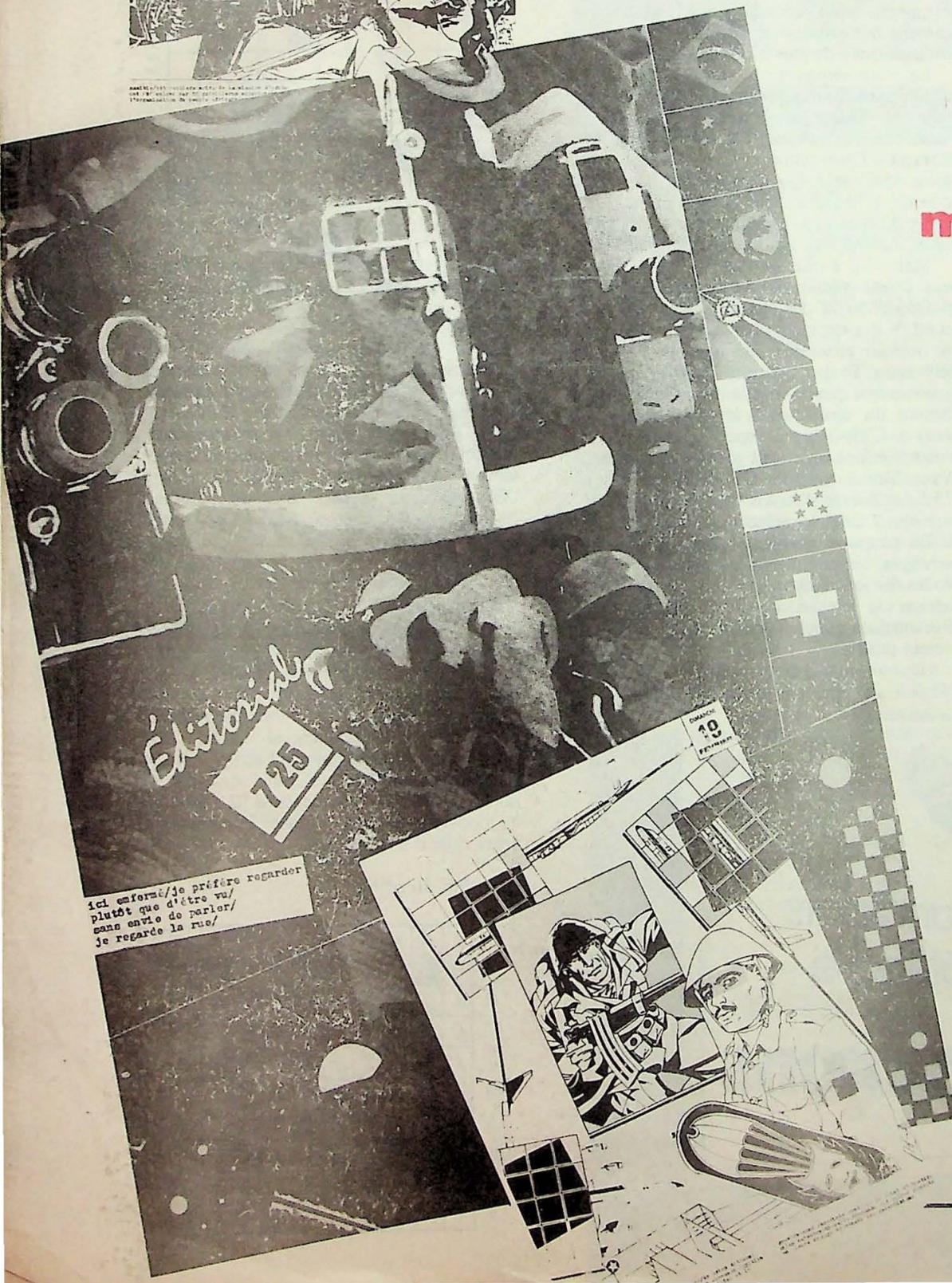


## Libé-Bazooka : « Mon papi s'appelle l'art moderne, mais je ferai mieux que lui ».

Des pseudonymes prestigieusement dérisoires où pointe une ironie affublée d'oripeaux bon enfant : Kiki Picasso, Loulou, son frère de lait, Lou Larsen, Olivia Clavel en Jésus-Christ pleurnichard, d'autres encore. Toute une équipe de graphistes viennent d'entreprendre de commenter rétrospectivement l'actualité du mois écoulé. Jour après jour. Dans un style sans commune mesure avec ce qui avait été donné de voir jusqu'ici, en tout cas de manière systématique. Confinés jusqu'à une date récente sur les berges de la Seine, de temps à autre dans *Libération*, ils entreprennent aujourd'hui de n'être ni des photographes, ni des dessinateurs, ni des peintres. Ils sont ailleurs. Dans le noir et blanc ou la grisaille du quotidien. Dans le béton froid des clapiers où l'on vit. Dans le tiers monde agoni aux portes de Paris. Dans l'indifférence aux couleurs de la France. Au ras du désespoir.

A vrai dire Bazooka explore, dans des formes et des techniques renouvelées, les voies nouvelles du graphisme politique. Ça s'appelle : *Un regard moderne*.

*Un regard moderne*, c'est justement le nouveau mensuel édité par *Libé*, en vente dans tous les kiosques à la page au prix de huit balles. Il est né de la rencontre fortuite et copulatoire, sur une table lumineuse, quelque part rue de Lorraine, du gauchisme respectable — et respecté —, de *Libération* et de la turbulence iconoclaste de Bazooka. Un vrai mariage d'amour. July qu'est le « patron de presse » le plus au parfum dans le genre « sociologie de la vie quotidienne » lance donc un nouveau mensuel quand tout le monde crève. Faut le faire. C'est fait. Bon vent donc !



ici en forme/je préfère regarder  
plutôt que d'être vu/  
sans envie de parler/  
je regarde la rue/